

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME II**

### **Avril 2011**

Ville de  
Montpellier



Secrétariat général  
Service de  
l'Assemblée

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **ARRETES REGLEMENTAIRES**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de branchement gaz, à la demande de **GRDF . ATG . Ingénierie** ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 juillet 2011** et jusqu'au **19 août 2011** inclus, de **8h45** à **17h00**, l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre la Rue des Chasseurs et la Place du Huit Mai 1945 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **GRDF**.

**Article 4 :**

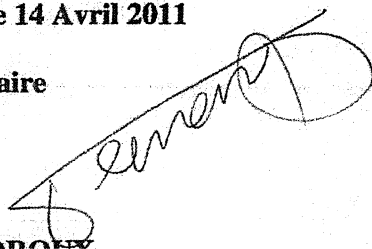
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 14 Avril 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 18 AVR. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **21 avril 2011** et jusqu'au **22 avril 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue de la Liberté dans sa partie comprise entre le Pont Jean-Rodolphe Perronet et Carrefour des Alizés, dans le sens allant du Pont Jean-Rodolphe Perronet vers le Carrefour des Alizés.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de la Liberté, emprunte :

- le Boulevard de la Perruque
- et se termine sur le Boulevard Jacques Fabre de Morlhon.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 5 :**

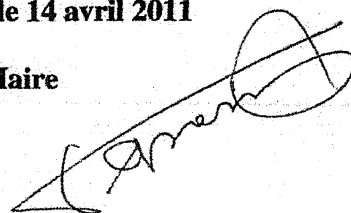
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

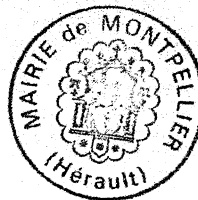
Montpellier, le 14 avril 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : 18 AVR. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Palavas

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'élagage à la demande de l'entreprise SERPE ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **20 avril 2011** et jusqu'au **21 avril 2011** inclus, l'Avenue de Palavas dans sa partie comprise entre l'Allée Jean Miquel et l'Impasse Zimmer est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de circulation, dans le sens Allée Jean Miquel vers l'Impasse Zimmer, est interdite à la circulation générale
- la circulation des véhicules est alternée sur la voie restant libre, et signalée par piquet K10;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise  
SERPE

**Article 4 :**

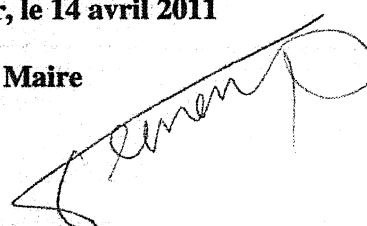
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions  
contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des  
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté  
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

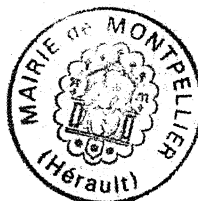
**Montpellier, le 14 avril 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 18 AVR. 2011**





Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5119

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Albert Einstein

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de ravalement de façade à la demande de l'Eglise Evangélique de Pentecôte ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, Avenue Albert Einstein côté pair le long de la façade de l'église Evangélique de Pentecôte sur un emplacement de 38 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Eglise Evangélique de Pentecôte.

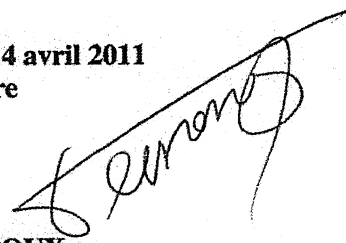
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 avril 2011  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

18 AVR. 2011



Département Urbanisme  
et Aménagement  
Direction Aménagement  
Programmation  
Service Planification -  
Urbanisation nouvelle

Adresse postale :  
Mairie de Montpellier  
1 Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2  
Tramway T1 : Hôtel de Ville  
Bureaux : Carré Montmorency  
474 Allée Henri II de  
Montmorency - 34000 Montpellier  
Tramway T1 : Léon Blum  
Fax : 04 67 34 87 61

Réf. : 156scct11  
Affaire suivie par : S. Callé  
[sabine.calle@ville-montpellier.fr](mailto:sabine.calle@ville-montpellier.fr)  
Tél : 04 67 34 88 93



## **CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu'ont été affichés, à compter du jeudi 14 avril 2011, sur le panneau d'affichage officiel de la mairie situé à l'extérieur de l'hôtel de Ville :

- l'arrêté municipal n° DAP 2-2011 en date du 17 mars 2011 concernant l'enquête publique relative à l'établissement des servitudes d'appui-accrochage pour l'éclairage public de la troisième ligne du tramway ;
- l'arrêté municipal n° DAP 3-2011 en date du 17 mars 2011 concernant l'enquête publique relative à l'établissement des servitudes d'appui-accrochage pour la ligne aérienne de contact de la troisième ligne du tramway ;
- le certificat de notification des courriers non retirés.
- les courriers de notification du dépôt des dossiers et des arrêtés d'ouverture de l'enquête publique adressés à :
  - o Syndicat des copropriétaires de l'immeuble 57 route de Lodève ;
  - o SCI Megara ;
  - o Monsieur Babai ;
  - o Syndicat des copropriétaires de l'immeuble 33 bis cours Gambetta ;
  - o Monsieur Paul Soulas ;
  - o Le syndicat des copropriétaires du 11T rue André Michel ;

Cet affichage est effectué pour une durée de 22 jours.

Montpellier, le 15 avril 2011

Pour Madame le Maire,  
L'Adjoint délégué à l'Urbanisme

Philippe SAUREL

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5137

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Lodève

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de remplacement d'un groupe froid à la demande des transports BREL ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **27 avril 2011**, l'Avenue de Lodève dans sa partie comprise entre la Rue Jacques Draparnaud et la Rue des Volontaires est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- Le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ces dispositions sont applicables **de 1h00 à 6h00.**

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Lodève, emprunte :

- la Rue Jacques Draparnaud
- la Rue Subleyras
- la Rue des Volontaires

et se termine sur l'Avenue de Lodève.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des transports BREL

**Article 5 :**

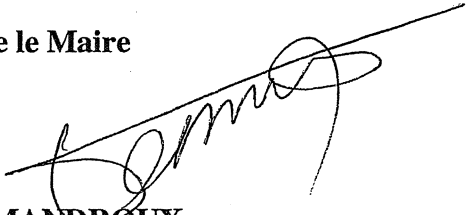
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

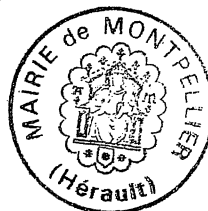
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 avril 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 21 AVR. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5139

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Daru

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise de réseau en façade à la demande de Erdf ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 26 avril 2011 et jusqu'au 28 avril 2011 inclus, Rue Daru, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Erdf.

**Article 4 :**

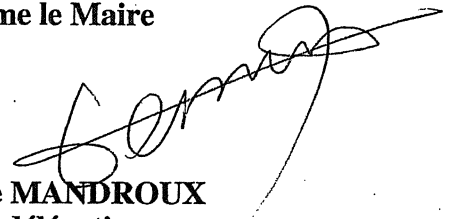
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 15 avril 2011**

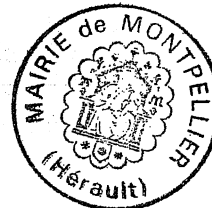
**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**21 AVR. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une Z A T au Parc de Méric organisé par la D C P.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **23 avril 2011** et jusqu'au **25 avril 2011** inclus, la Rue de Ferran dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Justice de Castelnau et la Rue de Méric est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Ces dispositions sont applicables **de 6h00 à 22h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 6h00 à 22h00.**

Seul le petit train transportant des voyageurs est autorisé à circuler dans le sens Rue de Méric, Avenue de la Justice de Castelnau.

#### Article 2 :

À compter du **23 avril 2011** et jusqu'au **25 avril 2011** inclus, Rue de Méric dans sa partie comprise entre la Rue de Méric et la Rue Valéry Larbaud, la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 6h00 à 22h00.**

**Article 3 :**

À compter du 23 avril 2011 et jusqu'au 25 avril 2011 inclus, Rue Floréal, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables de 6h00 à 22h00.

**Article 4 :**

À compter du 23 avril 2011 et jusqu'au 25 avril 2011 inclus, Impasse Suzanne Lenglen, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables de 6h00 à 22h00.

**Article 5 :**

À compter du 23 avril 2011 et jusqu'au 25 avril 2011 inclus, Impasse des Floralties, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables de 6h00 à 22h00.

**Article 6 :**

À compter du 23 avril 2011 et jusqu'au 25 avril 2011 inclus, Rue Prairial, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables de 6h00 à 22h00.

**Article 7 :**

À compter du 23 avril 2011 et jusqu'au 25 avril 2011 inclus, Impasse Germinal, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables de 6h00 à 22h00.

**Article 8 :**

À compter du 23 avril 2011 et jusqu'au 25 avril 2011 inclus, Rue Joséphine Baker, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables de 6h00 à 22h00.

**Article 9 :**

À compter du 23 avril 2011 et jusqu'au 25 avril 2011 inclus, Passage des Frères Bouillon, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables de 6h00 à 22h00.

**Article 10 :**

À compter du 23 avril 2011 et jusqu'au 25 avril 2011 inclus, Allée Jeanne Bourgeois dite Mistinguett, la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables de 6h00 à 22h00.

**Article 11 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 12 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la D C P.

**Article 13 :**

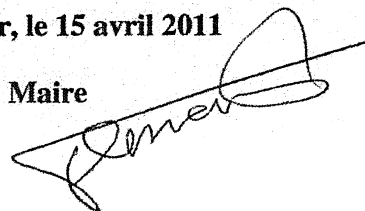
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 14 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 avril 2011

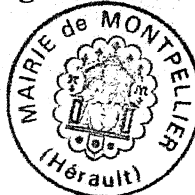
Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

20 AVR. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-T5147

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue Saint-Priest**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5089 du **08 avril 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux sur le réseau AEP ne sont pas terminés.

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **15 avril 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5089 du **08 avril 2011** sont prorogées jusqu'au **22 avril 2011** inclus.

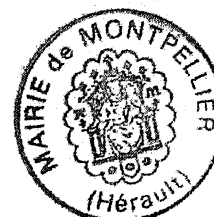
**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

20 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de L'Imprimerie

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose de conduite, à la demande de France Telecom ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, Rue de l'Imprimerie entre le n° 21 et le n° 23, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Telecom.



**Article 4 :**

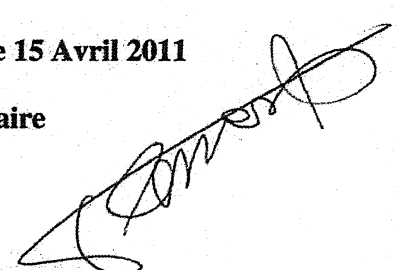
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

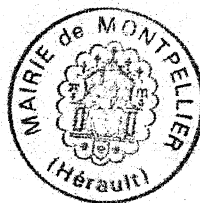
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 Avril 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 20 AVR. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Marqueroze

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement GAZ, à la demande de GRDF.Exploitation ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **16 mai 2011** et jusqu'au **27 mai 2011** inclus, la Rue de la Marqueroze dans sa partie comprise entre la Rue des Passerines et la Rue Michel Colucci dit Coluche est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GAZ.Exploitation.

**Article 4 :**

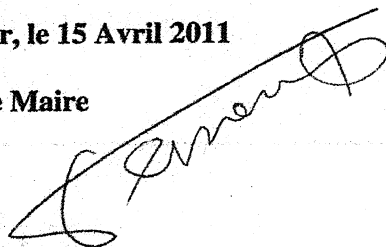
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 Avril 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 2 D AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5144

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Berthelot

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation de cable, à la demande de ERDF. Exploitation AEEEH ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, le Boulevard Berthelot dans sa partie comprise entre l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et l'Avenue de Maurin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **ERDF**.

**Article 4 :**

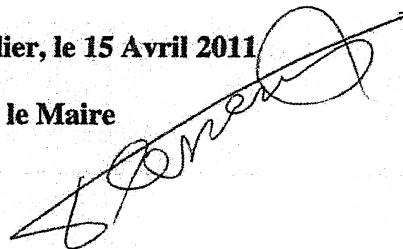
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

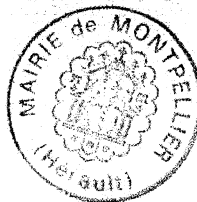
Montpellier, le 15 Avril 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : 20 AVR. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Jean Bart et Avenue Henri Marès

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de réfection ponctuelle de chaussée à la demande du service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, l'Avenue Henri Marès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.
- Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

#### Article 2 :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Jean Bart depuis Rond-point d'Alco vers et jusqu'à Rond-point La Pérouse  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

**Article 3 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Jean Bart, emprunte :

- Rond-point d'Alco
- la Place Sean Mac Bride
- la Rue Michel Teule
- la Rue Edmond Lautard

et se termine sur l'Avenue du Professeur Louis Ravaz.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

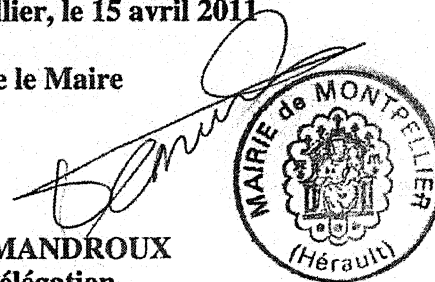
**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 20 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Saint Clément

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eau potable à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **22 avril 2011** inclus, l'Avenue Saint Clément dans sa partie comprise entre la Rue Paul Rimbaud et la Rue Charles Gide est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.



**Article 4 :**

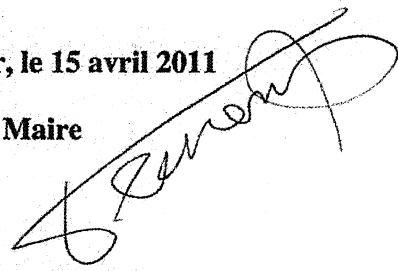
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

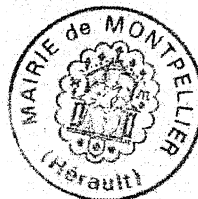
Montpellier, le 15 avril 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 20 AVR. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Professeur Louis Ravaz

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5015 du 01 avril 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'installation d'un radar de feux à la demande de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

Arrête :

Article 1er :

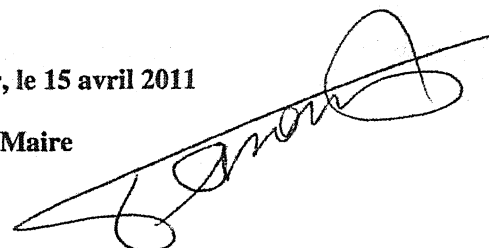
À compter du 15 avril 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5015 du 01 avril 2011 sont prorogées jusqu'au 22 avril 2011 inclus.

Article 2 :

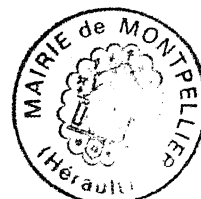
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 avril 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 20 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5138

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Mohammed V

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement de la Zac PARC 2000 à la demande de la SERM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 26 avril 2011 et jusqu'au 29 avril 2011 inclus, la Rue Mohammed V dans sa partie comprise entre la Rue Marius Petipa et la Rue du Pilory est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10.

Ces dispositions sont applicables de 8h00 à 17h00.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

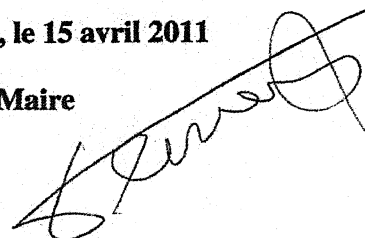
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

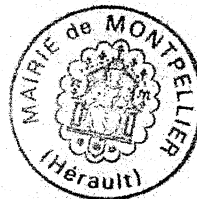
**Montpellier, le 15 avril 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 20 AVR. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesure libre Les voies de Montpellier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de la route ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT que les mesures édictées par l'arrêté municipal du 23 juin 1961 susvisé ne sont plus adaptées aux conditions actuelles de circulation et de stationnement dans la ville de Montpellier ;
- QU'IL convient de prendre en considération la croissance de la ville et du trafic, les changements de modes de déplacement, l'évolution des pratiques des usagers, ainsi que les réformes successives du Code de la Route ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire en conséquence d'abroger l'arrêté municipal du 23 juin 1961, dont certaines dispositions sont devenues obsolètes et ne sont plus applicables ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

L'arrêté municipal du 23 juin 1961 portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier est abrogé.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 16 mars 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publié le : 24 MAR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

**France Telecom Ingénierie Gestion Affaires**

**du 206 au 235 Rue du Jeu de Mail des Abbés, 15 Rue  
Beau Séjour**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du vendredi 15 avril 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. MARTINEZ Juan, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

**ARRETE**

#### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.





# Destinataire

France blecoul  
Ingenierie Gestion Affaires  
Lanque doc Boussillon  
34933 Montpellier Cedex  
Commune

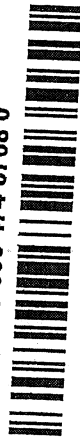
Présentation le : / /  
Distribution le : / /  
Signature du destinataire ou du mandataire (Précisez nom et prénom)

Date : Prix : CRBT :

Niveau de garantie (valeur au dos) : R1 ☒ R2 ☐ R3 ☐

# RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'envoi : 2C 036 474 3768 0



Expéditeur  
Expéditeur  
Libellé de la voie  
Code postal  
COMMUNE  
LA POSTE AGREMENT N° C807

LETRE PRIORITAIRE  
RCS PARIS 356 000 000

PREUVE DE DÉPÔT  
A CONSERVER PAR LE CLIENT

## Modalité de gestion des objets trouvés Ville de Montpellier

### Madame le Maire de la Ville de Montpellier

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code civil et notamment ses articles 711, 712, 713, 717 et 2276 ;
- Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et en particulier l'article 2 de l'annexe I ;
- Considérant que nombre d'objets sont régulièrement trouvés sur la voie publique sur le territoire de la commune de Montpellier ;
- Considérant que dans l'intérêt de l'ordre, de la sécurité et de la salubrité publique, et par souci de respect du droit de propriété, il y a lieu d'organiser la gestion des objets trouvés ;

### Arrête :

**Article 1<sup>er</sup> :** Les objets trouvés sur la voie publique, dans un véhicule servant au transport de voyageurs, dans un lieu public ou sur les dépendances accessibles à tous d'un immeuble privé doivent être déclarés et déposés au bureau d'accueil des objets trouvés qui est chargé de leur gestion.

**Article 2 :** Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux objets dont le sort est réglé par des lois et règlements particuliers et à ceux trouvés dans les dépendances de la société nationale des chemins de fer français.

**Article 3 :** Lors du dépôt d'un objet trouvé, l'inventeur n'est pas tenu de décliner son identité, en revanche, il doit préciser le lieu, le jour et l'heure de la trouvaille.

**Article 4 :** Chaque objet entrant est inscrit et numéroté sur un registre prévu à cet effet. Ce dernier peut être manuel ou informatique.

**Article 5 :** Il doit être effectué lors de l'enregistrement une description précise de l'objet. Les informations relatives à l'inventeur, le lieu, la date et l'heure de la découverte y sont mentionnés à chaque fois que cela est possible. Lors de l'enregistrement, des clichés photographiques peuvent être pris aux fins d'identification de l'objet.

**Article 6 :** Les denrées périssables, lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une réglementation spéciale sont détruites.

**Article 7 :** Un récépissé est délivré à l'inventeur. Le cas échéant, il y est fait mention de la destruction prévue à l'article 6.

**Article 8 :** Le délai de conservation est fixé pour chaque catégorie d'objets conformément à l'article 9 du présent arrêté.

**Article 9 :**

NATURE DES OBJETS	Délais de conservation à la disposition du perdant	Délais de conservation à la disposition du perdant et éventuellement de l'inventeur	Délai total de conservation	DEVENIR
<b>Objets de valeur :</b> Bijoux Montres Appareils photo Systèmes audio vidéo Téléphones portables Ordinateurs portables et autres	1 an	1 mois	13 mois	Remise à l'inventeur à sa demande. A défaut de réclamation, transmission à l'administration des domaines.
<b>Numéraire,</b> (trouvé avec ou sans contenant)	1 an	1 mois	13 mois	Remise à l'inventeur à sa demande. A défaut de réclamation, transmission au Trésor Public.
<b>Papiers officiels :</b> Cartes d'identité, passeports, Permis de conduire, Certificats d'immatriculation de véhicules Cartes de séjour et autres	15 jours	/	15 jours	Restitution au propriétaire résident sur la commune.  A défaut de réclamation, expédition à l'autorité ayant délivré le document.
<b>Cartes diverses</b> Cartes bancaires, cartes de crédit, cartes de mutuelles et autres	15 jours	/	15 jours	Restitution au propriétaire. A défaut de réclamation, expédition à l'organisme émetteur.
<b>Cartes vitales</b>	15 jours	/	15 jours	Restitution au propriétaire. A défaut de réclamation, expédition au centre des cartes vitales perdues 72087 LE MANS cedex 9
<b>Papiers divers,</b> (trouvés avec ou sans contenant)	6 mois		6 mois	Restitution au propriétaire. A défaut de réclamation, destruction.
<b>Contenants</b> Sacs, Porte monnaie Portefeuille et autres	1 an	1 mois	13 mois	Remise à l'inventeur à sa demande. A défaut de réclamation, transmission à l'administration des domaines
<b>Lunettes</b>	6 mois	/	6 mois	Remise à l'inventeur à sa demande. A défaut de réclamation, transmission à l'administration des domaines.
<b>Clefs et portes clefs</b>	6 mois	/	6 mois	Remise à l'inventeur à sa demande A défaut de réclamation, destruction.
<b>Médicaments</b>	1 semaine	/	1 semaine	Restitution au propriétaire. A défaut, remise à un pharmacien.
<b>Deux roues non motorisés</b>	1 an	1 mois	13 mois	Remise à l'inventeur à sa demande. A défaut de réclamation, transmission à l'administration des domaines.
<b>Objets divers</b> Parapluies, Casques, et autres	1 an	1 mois	13 mois	Remise à l'inventeur à sa demande. A défaut de réclamation, transmission à l'administration des domaines.
				Remise à l'inventeur à sa demande A défaut de réclamation,

<b>Outillage</b>	1 an	1 mois	13 mois	transmission à l'administration des domaines
<b>Vêtements</b>	2 mois	/	2 mois	Remise à l'inventeur à sa demande. A défaut de réclamation, transmission à diverses oeuvres d'utilité publique ou associations caritatives.

**Les objets cassés , en mauvais état, ou hors d'état de fonctionner, seront détruits à l'issue d'un délai d'un mois. Par mesure d'hygiène, les objets ou vêtements souillés ne seront pas acceptés.**

**Article 10 :** Si le propriétaire de l'objet se présente avant l'expiration du délai de conservation mentionné à l'article 9, son bien lui est restitué sur justification de ses droits, de son identité et de son domicile.

**Article 11 :** A l'expiration des délais de conservation fixés à l'article 9, et en cas de non réclamation par le propriétaire, l'inventeur est remis en possession de l'objet s'il en fait la demande, sur justification de son identité, de son domicile et sur présentation du récépissé de dépôt. Cette disposition ne s'applique pas lorsque :

- l'inventeur est un fonctionnaire qui a trouvé l'objet dans le cadre de ses missions,
- l'inventeur, est un employé d'un établissement privé, et trouve l'objet dans le cadre d'une mission de collecte au profit de son employeur.

Cette remise peut être différée, s'il est nécessaire de procéder à des vérifications, concernant soit le propriétaire, soit l'inventeur.

Concernant les objets ou valeurs soumis à une réglementation spéciale, la remise à l'inventeur, lorsqu'elle est autorisée par la réglementation en vigueur, ne peut être effectuée que conformément à celle-ci.

L'inventeur ne devient propriétaire de l'objet qui lui est remis qu'à l'expiration du délai légal de prescription de trois ans, délai pendant lequel le propriétaire initial peut toujours faire valoir ses droits.

**Article 12 :** A l'issue des délais de conservation fixés à l'article 9, les objets déposés non restitués à leurs propriétaires ou non réclamés par leur inventeur, non repris par l'administration des domaines sont de ce fait détruits par la Ville de Montpellier ou transmis à diverses oeuvres d'utilité publique et/ou associations caritatives sans recours possible ni de la part du propriétaire ni de l'inventeur.

**Article 13 :** Lorsque l'objet à l'expiration du délai de conservation a été remis à l'administration des domaines, il appartient au propriétaire ou à l'inventeur de faire valoir ses droits auprès de cette administration.

**Article 14 :** Si l'objet a été remis à l'inventeur, il appartient au perdant de se rapprocher du bureau d'accueil des objets trouvés qui en réclamera à celui-là la restitution.

**Article 15 :** Le bureau d'accueil des objets trouvés pourra refuser les objets ne respectant pas les prescriptions de l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 16 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 18 avril 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publié le : 19/04/11**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5151

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Georges Clémenceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de pose de support électrique à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **07 mai 2011** inclus, Avenue Georges Clémenceau sur les places nécessaires aux emprises de travaux au droit du N°43, le stationnement est interdit.  
Le demandeur est chargé de matérialiser chaque emplacement réservé par la mise en place de barrières temporaires.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

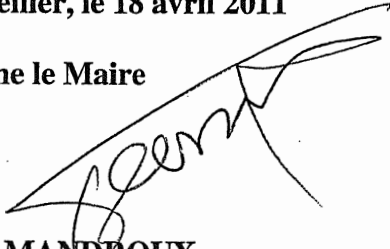
**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 avril 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**26 AVR. 2009**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5168

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Auguste Broussonnet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'éclairage public à la demande du service RTEP ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 09 mai 2011 et jusqu'au 20 mai 2011 inclus, la circulation est interdite Rue Auguste Broussonnet dans sa partie comprise entre la Rue de la Sauzède et la Rue Professeur Henri Serre

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Auguste Broussonnet, emprunte :

- la Rue de la Sauzède
  - la Rue du Faubourg Saint Jaumes
- et se termine sur le Boulevard Henri IV.

**Article 3 :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **20 mai 2011** inclus, Rue Auguste Broussonnet dans sa partie comprise entre la Rue Professeur Henri Serre et le Boulevard Henri IV, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service RTEP

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

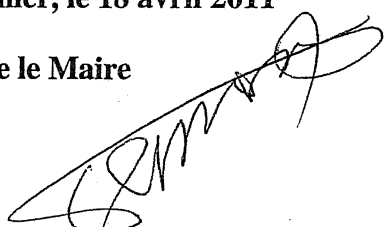
**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

27 AVR. 2009



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5169

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Bonnard

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'éclairage public à la demande du service RTEP ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **20 mai 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Bonnard dans sa partie comprise entre la Rue de l'Ambre et la Rue Auguste Broussonnet

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Bonnard, emprunte :

- la Rue de l'Ambre
- la Rue de la Sauzède
- la Rue du Faubourg Saint Jaumes

et se termine sur le Boulevard Henri IV.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service RTEP

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

**Publié le :**

27 AVR. 2009

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5167

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Professeur Jean-Louis Viala

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de voirie à la demande de la SERM.

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **21 avril 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 avril 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 22 AVR. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5164

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de tirage de fibre optique à la demande de SFR ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **03 juin 2011** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Place Carnot ;
- la Rue des Deux Ponts ;
- la Rue des Aiguerelles ;
- la Rue Général Riu ;
- la Rue Louis Figuier ;
- la Place Alexandre Laissac ;
- la Rue de l'Ancienne Poste ;
- la Rue du Plan du Parc ;
- la Rue Durand ;
- la Rue d'Alger.

**Article 2 :**

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **03 juin 2011** inclus, chaque voie alternativement et à l'avancement du chantier mobile est interdite à la circulation générale sur :

- la Place Carnot ;
- la Rue des Deux Ponts ;
- la Rue des Aiguerelles ;
- la Rue Farges ;
- la Place de Strasbourg ;
- la Rue Louis Figuier ;
- la Place Alexandre Laissac ;
- la Rue du Plan du Parc ;
- la Rue Durand ;
- la Rue d'Alger.

**Article 3 :**

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **03 juin 2011** inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue des Deux Ponts au droit du N° 13 et N°17 ;
- la Rue des Aiguerelles angle rue des deux ponts rue farges et N°10 ;
- la Rue Général Riu angle place de strasbourg ;
- la Rue du Plan du Parc au droit du N°6 ;
- la Place Carnot ;
- la Rue des Deux Ponts ;
- la Rue des Aiguerelles ;
- la Rue Farges ;
- la Place de Strasbourg ;
- la Rue Louis Figuier ;
- la Place Alexandre Laissac ;
- la Rue du Plan du Parc ;
- la Rue Durand ;
- la Rue d'Alger.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

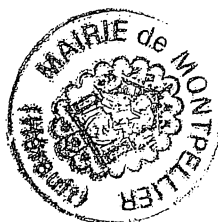
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SFR.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 18 avril 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

22 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5165

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Le Titien

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'emfouissement de réseau à la demande de la SERM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Le Titien dans sa partie comprise entre Rond-point Evariste Galois et la Rue Verrochio

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Rond-point Evariste Galois, emprunte :

- l'Avenue du Mondial 98
- la Rue Samuel Morse

et se termine sur la Rue Le Titien.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM

**Article 5 :**

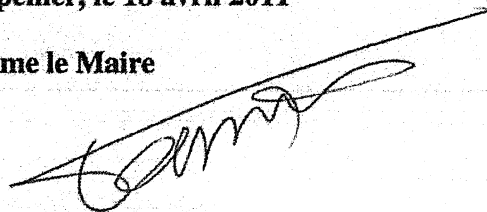
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011

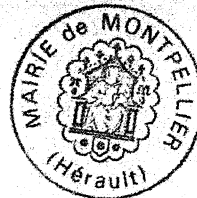
Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

20 AVR. 2011





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Beau Séjour

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'extension de réseaux à la demande de France télécom et ERDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 25 avril 2011 et jusqu'au 06 mai 2011 inclus, Rue Beau Séjour dans sa partie comprise entre la Rue de Substantion et la Rue du Jeu de Mail des Abbés, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom et ERDF

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

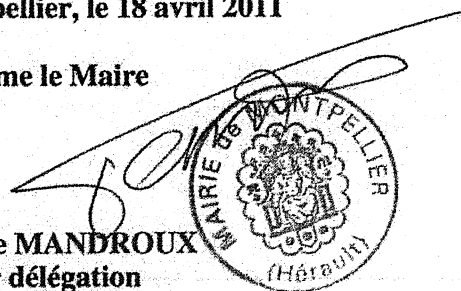
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

20 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Jeu de Mail des Abbés

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseaux à la demande de France Télécom et ERDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **25 avril 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Jeu de Mail des Abbés dans sa partie comprise entre la Rue Beau Séjour et la Rue Lunaret

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Beau Séjour, emprunte :

- la Rue du Jeu de Mail des Abbés
- l'Avenue de Saint Lazare
- la Rue Max Mousseron

et se termine sur la Rue du Jeu de Mail des Abbés.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Frnce Télécom et ERDF

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

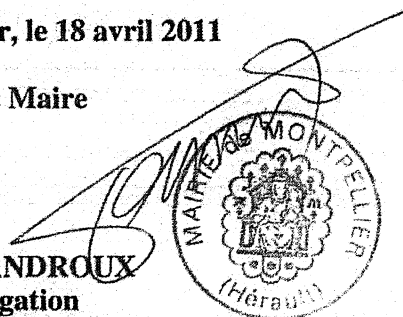
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

20 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Taillade

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur d'eaux usées à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **16 mai 2011** et jusqu'au **27 mai 2011** inclus, la Rue de la Taillade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

**Article 4 :**

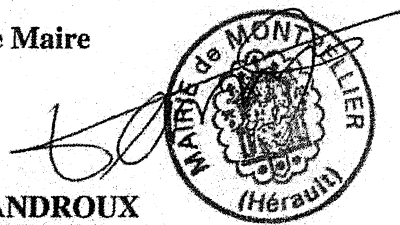
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 avril 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**20 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement **VOIES DIVERSES** Priorité de passage

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- Considérant qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules dans diverses voies du présent arrêté en raison des foulées du Millénaire à la demande du Président des foulées du Millénaire ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le dimanche 15 mai 2011, Rue Baden Powell, la circulation est interdite de 9 h 00 à 11 h 00 .

**Article 2 :**

À compter du 14 mai 2011, 20 h00 et jusqu'au 15 mai 2011, 15 h00 inclus, Esplanade Gabriel Michel, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

**LE dimanche 15 mai 2011**, à la diligence des services de police, une priorité de passage est instituée pour les concurrents de l'épreuve, de **9 h 00 à 13 h 00** sur les voies ci-après désignées :

- allée John Napier
- rue Jacquard
- rue Hippolyte Fizeau
- rue Guglielmo Marconi
- avenue Albert Einstein
- rue Henri Becquerel
- rue d'Odin
- rue de Thor
- avenue du Walhalla
- rue des Marels
- rue du mas de Calage
- rue de l'Entarayre
- rue du mas de l' Olivier

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation .

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Président des foulées du Millénaire.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

20 AVR. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Francis Garnier et Rue Turgot

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'élagage à la demande de JOULIE TP ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 20 avril 2011 et jusqu'au 13 mai 2011 inclus, Rue Francis Garnier, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du 20 avril 2011 et jusqu'au 13 mai 2011 inclus, Rue Turgot, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de JOULIE TP

**Article 5 :**

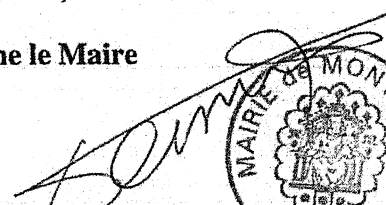
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

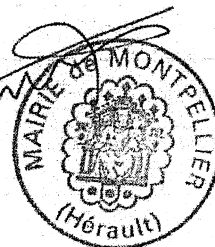
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

20 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5154

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Avenue Marie de Montpellier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **30 novembre 2011** inclus, Avenue Marie de Montpellier, la voie de droite ou la voie de gauche est interdite à la circulation générale, et ce dans chaque sens de circulation.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

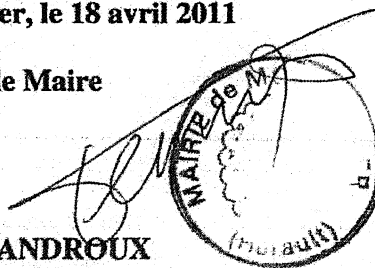
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

20 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE YVES DU MANOIR

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby " MHR / TOULON " au stade Yves du Manoir ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **07 mai 2011**, l'Avenue Maurice Planès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite à sauf aux riverains et aux personnes autorisées à accéder au stade Yves du Manoir ;  
Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**
- Le stationnement est interdit sauf aux riverains.  
Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Le **07 mai 2011**, Rue de Bugarel , partie comprise entre la voie de liaison de la rue de Bugarel et la rue du Pas du Loup, la circulation est interdite sauf aux riverains et aux personnes autorisées à accéder au stade Yves du Manoir.  
Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

**Article 3 :**

Le **07 mai 2011**, Rue de Font Couverte, la circulation est interdite sauf aux riverains.

**Article 4 :**

Le **07 mai 2011**, Rue Simon Reynaud, la circulation est interdite sauf aux riverains.

**Article 5 :**

Le **07 mai 2011**, la Rue Charles de Coulomb est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite sauf aux riverains ;
- le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 6 :**

Le **07 mai 2011**, la Rue Giacomo Puccini est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite sauf aux riverains ;
- le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 7 :**

Le **07 mai 2011**, l'Impasse Manon Lescaut est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite sauf aux riverains ;
- le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 8 :**

Le **07 mai 2011**, l'Impasse Turandot est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite sauf aux riverains ;
- le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 9 :**

Le **07 mai 2011**, Impasse du Beaupré, la circulation est interdite sauf aux riverains.

**Article 10 :**

Le **07 mai 2011**, Rue des Ecuyers, la circulation est interdite sauf aux riverains.

**Article 11 :**

Le **07 mai 2011**, la Rue Louis Irissou est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite à sauf aux riverains ;
- le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 12 :**

Le **07 mai 2011**, la Rue Pierre Pansier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite sauf aux riverains ;
- le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 13 :**

Le **07 mai 2011**, Boulevard Paul Valéry , partie comprise entre la rue Simon Reynaud et la rue de Bugarel, la circulation est interdite sauf aux riverains.

**Article 14 :**

Le **07 mai 2011**, Rue de Bugarel , partie comprise entre l'avenue de Toulouse et le boulevard Paul Valéry, la circulation est interdite sauf aux riverains.

**Article 15 :**

Le **07 mai 2011**, Rue de Bugarel , partie comprise entre l'avenue de Vanières et la rue du Mas de Jaumes. dans le sens de l'avenue de Vanières vers la rue du Mas de Jaumes., un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

**Article 16 :**

Le **07 mai 2011**, Rue Gustave Flaubert, le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 17 :**

Le **07 mai 2011**, Place Charles Cros, le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 18 :**

Le **07 mai 2011**, Rue Alfred Jarry, le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 19 :**

Le **07 mai 2011**, Boulevard Paul Valéry, le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 20 :**

Le **07 mai 2011**, Avenue de Vanières, le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 21 :**

Le **07 mai 2011**, Rue des Bougainvillées, le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.



**Article 22 :**

Le **07 mai 2011**, Rue des Hibiscus, le stationnement est interdit sauf aux riverains.

Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 23 :**

Le **07 mai 2011**, Rue du Lavandin , partie comprise entre la rue de l' Escoutadou et la rue de Font Couverte, le stationnement est interdit sauf aux riverains. Ces dispositions sont applicables **de 13 h 00 à 23 h 00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 24 :**

Le coup d'envoi du match sera donné à **16H25** ;

**Article 25 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 26 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 27 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 28 :**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I, quatrième partie, signalisation de prescription, livre I, cinquième partie, signalisation d'indication et livre I, huitième partie, signalisation temporaire), sera mise en place par les services techniques de la Ville.

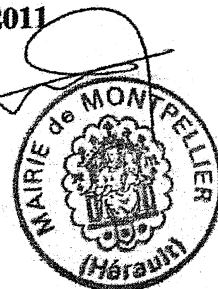
**Article 29 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 Avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



**Publié le :**

20 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Montels-Eglise

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseau à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, la Rue de Montels-Eglise dans sa partie comprise entre l'Avenue du Marché Gare et la Rue du Mas Saint Pierre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 avril 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**20 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard Jacques Fabre de Morlhon

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4962 du 25 mars 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prolonger les délais pour mener à bien les travaux ;

Arrête :

Article 1er :

A compter du 22 avril 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4962 du 25 mars 2011 sont prorogées jusqu'au 31 mai 2011 inclus.

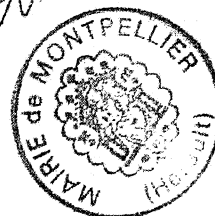
Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

20 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5166

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Pompignane

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement électrique du débitmètre à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **27 avril 2011** et jusqu'au **28 avril 2011** inclus, l'Avenue de la Pompignane dans sa partie comprise entre la Rue du Capitaine Pierre Pontal et la Rue Henri Pequet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

**Article 4 :**

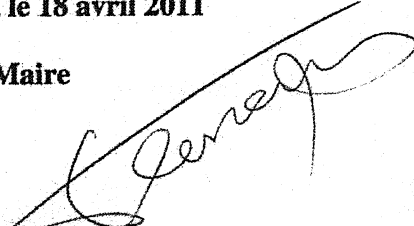
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

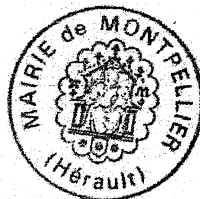
Montpellier, le 18 avril 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le :

26 AVR. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rond-point d'Alco

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **20 avril 2011** et jusqu'au **08 mai 2011** inclus, le Rond-point d'Alco est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.



**Article 4 :**

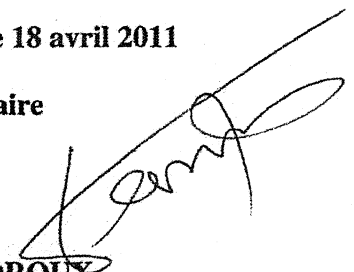
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 avril 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

22 AVR. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service RTEPDO

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
P32

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de stationnement Rue de Raguse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 417-10, R. 417-12 et R. 417-3 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue de Raguse des deux côtés .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h et sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

**Article 2 :**

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Rue de Raguse côté impair au n° 23.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**  
L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 mars 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 30 MAR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Route de Vauguières

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-7, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-P332 du **04 mai 2010**, réglémentant la circulation et le stationnement des véhicules sur la Route de Vauguières ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué sur :

- la Route de Vauguières depuis l'Avenue du Mondial 98 vers et jusqu'à la Rue Le Titien ;
- le Parc de stationnement aménagé pour les autocars sur la route de Vauguières situé à proximité de l'intersection de la route de Vauguières et du boulevard Pénélope dans le sens inverse des aiguilles d'une montre.

**Article 2 :**

La circulation est interdite aux piétons sur la Route de Vauguières côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Pierre-Gilles de Gennes et le Boulevard Pénélope.

**Article 3 :**

La circulation des véhicules est réglementée par feux tricolores avec alternat sur la Route de Vauguières au niveau du pont de l'Autoroute A9 La Languedocienne.

Ces dispositions sont applicables **en cas de non fonctionnement des feux ; un sens prioritaire est institué pour les véhicules venant du boulevard Pénélope vers la rue du Mas de Brousse.**

**Article 4 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 70 Km/h sur la Route de Vauguières dans sa partie comprise entre l'Avenue Bachaga Boualem et la Rue de la Fontaine de la Banquière.

**Article 5 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 50 Km/h sur la Route de Vauguières dans sa partie comprise entre l'Autoroute A9 La Languedocienne et l'Avenue Bachaga Boualem.

**Article 6 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur la Route de Vauguières dans sa partie comprise entre la Rue Le Titien et la Rue Léonard de Vinci.

**Article 7 :**

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Route de Vauguières avec la Rue Léonard de Vinci
- à l'intersection de la Rue Pierre-Gilles de Gennes et de la Rue du Mas de Brousse avec la Route de Vauguières
- à l'intersection de la Route de Vauguières, de l'Avenue Albert Einstein et de l'Impasse de la Baume

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

**Article 8 :**

À l'intersection de la Route de Vauguières et de la Rue Le Titien, les conducteurs circulant sur la Route de Vauguières sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 9 :**

À l'intersection de la Route de Vauguières et du Boulevard Pénélope, les conducteurs circulant sur la Route de Vauguières sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 10 :**

À l'intersection du Parc de stationnement aménagé pour les autocars sur la route de Vauguières et de la Route de Vauguières, les conducteurs circulant sur le Parc de stationnement aménagé pour les autocars sur la route de Vauguières sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 11 :**

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé sur :

- la Route de Vauguières côté pair au droit du n°380, dans la contre-allée de l'école Michel de l'Hospital ( 1 place(s) ) et à proximité de l'Impasse de la Baume ( 1 place(s) ) ;
- le Parc de stationnement aménagé pour les autocars sur la route de Vauguières à proximité de l'intersection avec la route de Vauguières.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

#### **Article 12 :**

Les véhicules de transport en commun ont des emplacements réservés dans le parking aménagé sur la Route de Vauguières côté impair dans sa partie comprise entre le Boulevard Pénélope et l'Autoroute A9 La Languedocienne.

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol et l'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule aux emplacements réservés sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 13 :**

Le stationnement est autorisé sur la Route de Vauguières :

- des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue Le Titien et la Rue du Mas de Carbonnier et dans sa partie comprise entre la Rue Léonard de Vinci et l'Avenue Albert Einstein ;
- côté pair sur la contre-allée au droit du n°380 sur 10 places.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 14 :**

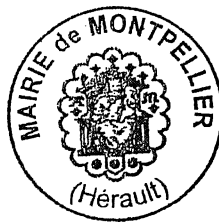
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 15 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2010/NT/R/DGU-P332 du **04 mai 2010** susvisé est abrogé.

**Article 16 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 18 février 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : **28 FEV. 2011**

Ville de  
Montpellier



Direction de la Culture et du  
Patrimoine  
Archives Municipales

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n°2011/897/T/R.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20000101-0000044135-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/04/2011  
Réception en Préfecture : 19/04/2011

## PARTICIPATION DU PARCOURS MUSEOGRAPHIQUE HISTOIRE&PATRIMOINE A LA NUIT DES MUSEES 2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance,

Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Michaël DELAFOSSE, Adjoint délégué.

Considérant que le Parcours muséographique « *Histoire&Patrimoine* » participe à la manifestation nationale « La Nuit européenne des musées » le samedi 14 mai 2011.

**Arrête :**

### Article 1<sup>er</sup> :

Le Parcours muséographique « *Histoire&Patrimoine* », regroupant le *Musée de l'Histoire de Montpellier (X<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles)* sis place Jean Jaurès, le *Musée du Vieux Montpellier* sis Place Pétrarque et la *Pharmacie et Chapelle de la Miséricorde* sise 3 rue de la Monnaie à Montpellier, sera exceptionnellement ouvert le samedi 14 mai 2011 de 20 heures à 24 heures.

### Article 2 :

L'entrée au Parcours muséographique « *Histoire&Patrimoine* » sera gratuite pour tous les visiteurs à l'occasion de cette manifestation.

### Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier,

La Responsable des Archives municipales,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Montpellier, le 19/04/2011

Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5172

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Georges Clémenceau

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4469 du **19 janvier 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes, et notamment son article 1er définissant les conditions d'une dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de démolitions à la demande de l'entreprise TPM ;

**Arrête :**


**Article 1er :**

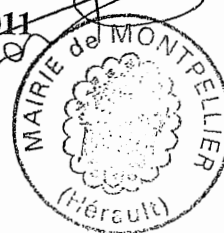
À compter du **09 mai 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4469 du **19 janvier 2011** sont prorogées jusqu'au **15 juillet 2011** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 avril 2011  
Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : - 4 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5173

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Pépinière

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur chambre FT à la demande de France Télécom ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, la Rue de la Pépinière dans sa partie comprise entre la Rue du Moulin de Salicate et l'Avenue de Saint Maur est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France télécom

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 avril 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

26 AVR. 2009

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5182

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de chaussée à la demande du Service Voirie.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **6 mai 2011** inclus, l'Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran dans sa partie comprise entre la Rue du Triolet et la Rue Henri Dunant est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

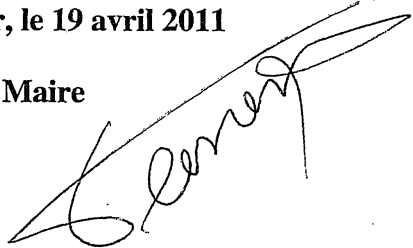
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 19 avril 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**26 AVR. 2009**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5181

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Hirondelle

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau gaz à la demande de GRDF AGNRC.

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **25 avril 2011** et jusqu'au **29 avril 2011** inclus, la Rue de l'Hirondelle au niveau du n°19 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de la Reine Hélène D'Italie, emprunte :

- la Rue de Castelnau
- la Rue de Montasinos
- l'Avenue de la Justice de Castelnau

et se termine sur la Rue de l'Hirondelle.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance, et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF AGNRC.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

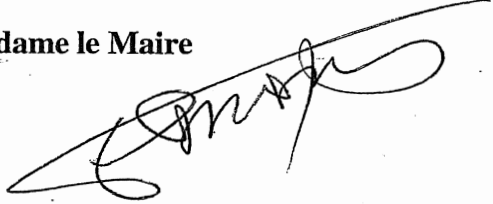
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 19 avril 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**72 AVR. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5170

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Edouard Marsal

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réhabilitation d'un bâtiment à la demande de M. LETT ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **26 avril 2011**, Rue Edouard Marsal entre le n° 2 et le n° 6, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de M. LETT



**Article 4 :**

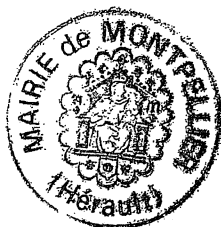
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

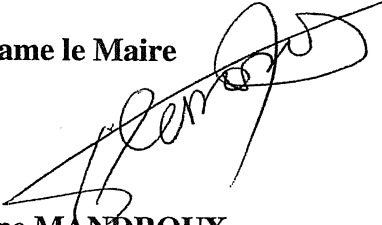
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 19 avril 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**22 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Père Bonnet et Rue du Faubourg Figuerolles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4622 du **10 février 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de la Dipan ;

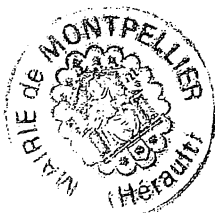
Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **22 avril 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4622 du **10 février 2011** sont prorogées jusqu'au **01 juin 2011** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 19 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

22 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfections de tranchées à la demande du service voirie de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 sur :

- sur la Route de Lodève ;
- l'Avenue du Comté de Nice ;
- l'Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre la Route de Lodève et Rond-point de Guernica ;
- l'Avenue Guilhem de Poitiers ;
- la Rue d'Oxford ;
- l'Avenue Raimbaud d'Orange.

**Article 2 :**

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, Rue de la Fontaine de Celleneuve, la circulation est interdite.

### Article 3 :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- sur la Route de Lodève ;
- l'Avenue du Comté de Nice ;
- l'Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre la Route de Lodève et Rond-point de Guernica ;
- l'Avenue Guilhem de Poitiers ;
- la Rue d'Oxford ;
- l'Avenue Raimbaud d'Orange.

### Article 4 :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **15 juillet 2011** inclus, le stationnement est interdit sur :

- sur la Route de Lodève ;
- l'Avenue du Comté de Nice ;
- l'Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre la Route de Lodève et Rond-point de Guernica ;
- l'Avenue Guilhem de Poitiers ;
- la Rue d'Oxford ;
- l'Avenue Raimbaud d'Orange.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia

### Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

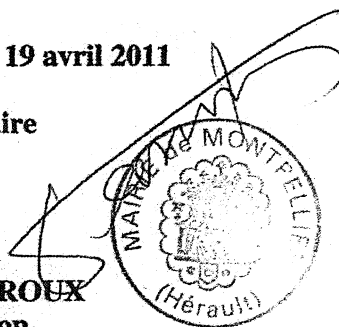
**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 19 avril 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**22 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du "Festival International des Sports Extrêmes " (F.I.S.E.) ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **01 juin 2011** et jusqu'au **05 juin 2011** inclus, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue du Pirée , partie comprise entre le chemin de Moulares et le carrefour de l'Aéroport International ;
- le Boulevard des Consuls de Mer , partie comprise entre la place Jean Bène et l'avenue des Droits de l'Homme ;
- le Chemin des Barques , partie comprise entre l'avenue des Droits de l'Homme et la place Jean Bène ;
- la Rue des Gabares ;
- la Place Jean Bène ;
- la Rue des Caupols.

Ces dispositions sont applicables **de 8 h 00 à 21 h 00.**

Article 2 :

À compter du 01 juin 2011 et jusqu'au 05 juin 2011 inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- l'Avenue du Pirée , partie comprise entre le chemin de Moularès et le carrefour de l'Aéroport International ;
- le Chemin des Barques , partie comprise entre l'avenue des Droits de l'Homme et la place Jean Bène ;
- le Boulevard des Consuls de Mer , partie comprise entre la place Jean Bène et l'avenue des Droits de l'Homme ;
- la Rue des Caupols ;
- la Rue Frimaire , partie comprise entre la rue Vendémiaire et le Parc Richter.

Ces dispositions sont applicables **de 8 h 00 à 21 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Ces dispositions rentreront en vigueur à la diligence des services de police.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur du FISE .

Article 6 :

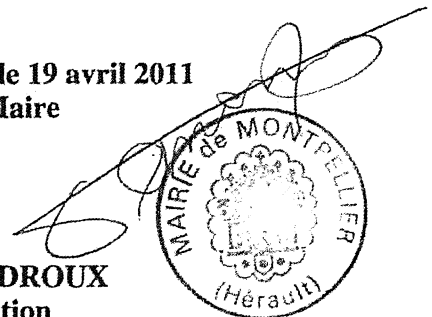
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 avril 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

26 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5185

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Triolet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du stockage de matériel à la demande du Service Voirie.

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **29 avril 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, Rue du Triolet dans sa partie comprise entre l'Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran et la Rue Paul Verlaine, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

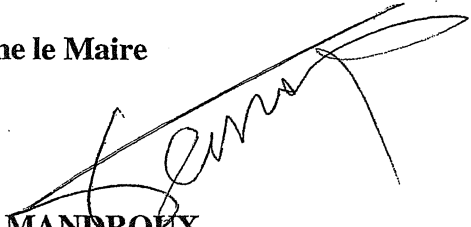
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 avril 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**26 AVR 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5197

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Marcel de Serres

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux au 34 rue Marcel de Serres à la demande de DIFFAZUR ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **16 mai 2011**, Rue Marcel de Serres dans sa partie comprise entre le passage Gaston Bonheur et la rue des Rêves, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.  
Ces dispositions sont applicables de 8h à 14h.

#### Article 2 :

Le **16 mai 2011**, Rue Marcel de Serres entre le passage gaston bonheur vers la rue des rêves, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DIFFAZUR.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 avril 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**27 AVR. 2009**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5183

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pioch de Boutonnet

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de chaussée à la demande du Service Voirie.

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **11 mai 2011** inclus, la Rue du Pioch de Boutonnet dans sa partie comprise entre la Rue de Montasinos et l'Allée Colline Chantecler est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

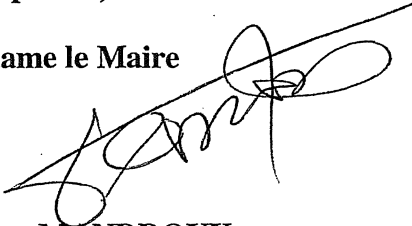
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 avril 2011**



**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 22 AVR. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5194

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de SFR.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **27 avril 2011** et jusqu'au **03 mai 2011** inclus, l'Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran dans sa partie comprise entre l'Avenue du Professeur Grasset et la Rue des Hospices est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SGETAS.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

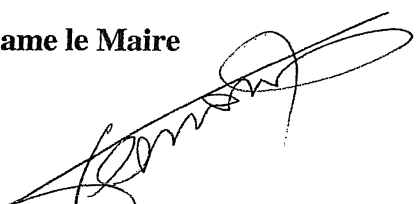
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 avril 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**7 2 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Avenue de la Justice de Castelnau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau télécom à la demande de l'entreprise SLA.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **27 avril 2011** et jusqu'au **29 avril 2011** inclus, Avenue de la Justice de Castelnau dans sa partie comprise entre la Rue de Ferran et l'Avenue de Saint Lazare, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SLA



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

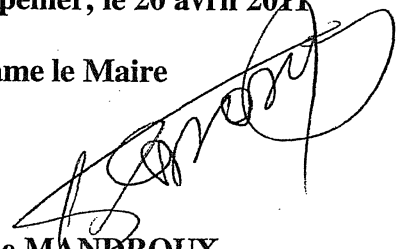
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 avril 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**22 AVR. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5198

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Mende

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau France Télécom à la demande de l'entreprise SLA.

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **29 avril 2011** inclus, sur la Route de Mende du n° 665 au carrefour de la Place de la Brigade Légère du LANGUEDOC est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SLA.

Article 4 :

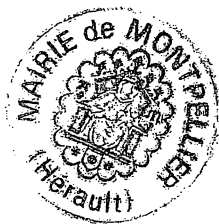
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

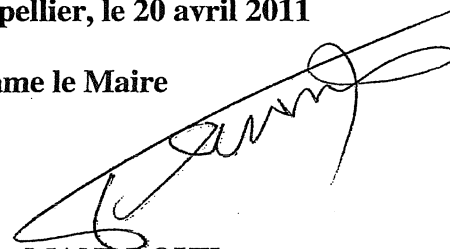
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 avril 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5193

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau SFR à la demande de l'entreprise SOGETREL.

Arrête :

**Article 1er :**

Le **22 avril 2011**, Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran face au n°315, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOGETREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

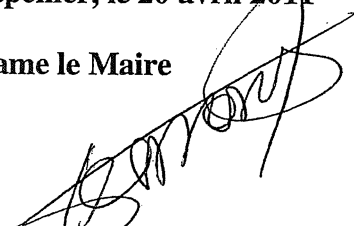
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 avril 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

22 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Maurin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4869 du 11 mars 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement A.E.P, à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 22 avril 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4869 du 11 mars 2011 sont prorogées jusqu'au 06 mai 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 Avril 2011  
Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Marcel de Serres

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux au 34 rue Marcel de Serres à la demande de DIFFAZUR ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **16 mai 2011**, Rue Marcel de Serres dans sa partie comprise entre le passage Gaston Bonheur et la rue des Rêves, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h à 14h.**

#### Article 2 :

Le **16 mai 2011**, Rue Marcel de Serres entre le passage gaston bonheur vers la rue des rêves, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DIFFAZUR.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 avril 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**27 AVR. 2009**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Raimon de Trencavel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseau électrique, à la demande de ERDF.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **20 juin 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue Raimon de Trencavel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée des véhicules de plus de 3,5t est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 AVRIL 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**

**Et par délégation**

**le Premier Adjoint,**

**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 26 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Georges Brassens

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4664 du **15 février 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose d'une vanne Gaz, à la demande de G.R.D.F-Ingénierie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **06 mai 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4664 du **15 février 2011** sont prorogées jusqu'au **15 juillet 2011** inclus.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est la charge de G.R.D.F.

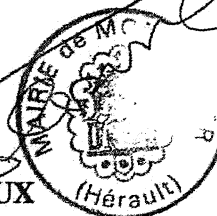
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 Avril 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le : 26 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau, à la demande de E.R.D.F.Ingénierie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **01 juillet 2011** inclus, l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre la Place Flandres-Dunkerque et la Rue des Chasseurs est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de E.R.D.F.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

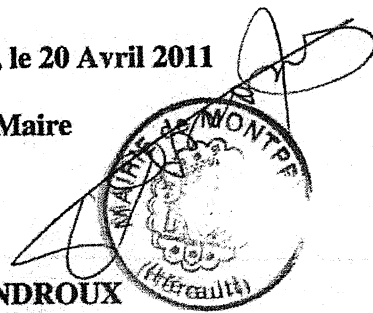
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 Avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 26 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Bugarel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau, à la demande de E.R.D.F. Ingénierie ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du 02 mai 2011 et jusqu'au 06 mai 2011 inclus, la circulation est interdite Rue de Bugarel

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard Paul Valéry, emprunte :

- la Rue de Font Couverte
- la Rue des Chasseurs
- l'Avenue de Toulouse

et se termine sur la Rue de Bugarel.

**Article 3 :**

À compter du 02 mai 2011 et jusqu'au 06 mai 2011 inclus, Rue de Bugarel entre le n° 54 et le n° 60, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **E.R.D.F.**

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

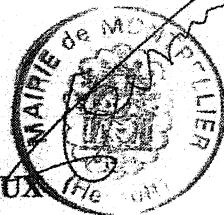
**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 Avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

26 AVR. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5189

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Marcel Paul

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau, à la demande de E.R.D.F.Ingénierie ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **08 juillet 2011** inclus, la Rue Marcel Paul entre le n° 234 et le n° 394 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **E.R.D.F.**

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

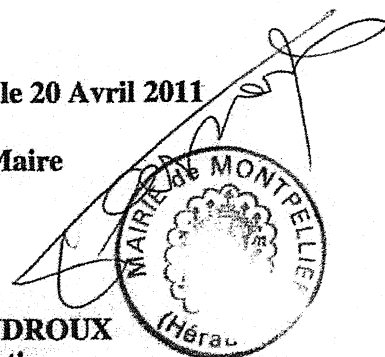
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 Avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

26 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau, à la demande de E.R.D.F. Ingénierie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **20 mai 2011** inclus, l'Avenue de Toulouse entre le n° 36 et le n° 68 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est la charge de E.R.D.F.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 45:**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 Avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 26 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5184

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de l'Améthyste

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux dans le Groupe Scolaire à la demande du Service Construction et Maintenance ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, Rue de l'Améthyste au n° 4, au droit du portail d'accès au Groupe Scolaire et sur le marquage représenté au sol par un zébra, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Service Construction et Maintenance

**Article 4 :**

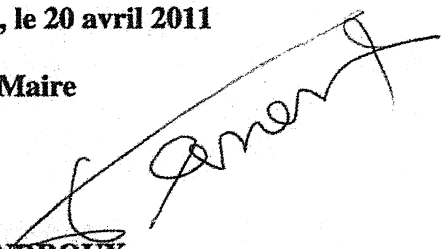
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

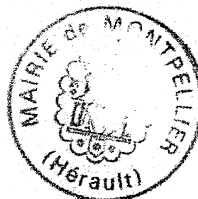
Montpellier, le 20 avril 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le :

26 AVR. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5200

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Quai des Tanneurs  
et Quai du Verdanson**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de plantation à la demande de la DIPAN ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, le Quai des Tanneurs est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
  - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 23h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, le Quai du Verdanson est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
  - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 23h00 à 6h00.**

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DIPAN

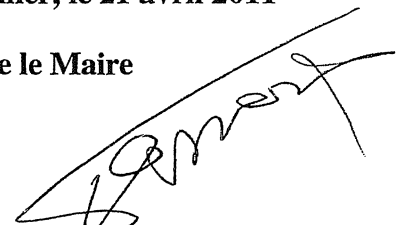
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 avril 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

26 AVR. 2009



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Boulevard Renouvier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5122 du 15 avril 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux d'aménagement ne sont pas terminés. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 22 avril 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5122 du 15 avril 2011 sont prorogées jusqu'au 06 mai 2011 inclus.

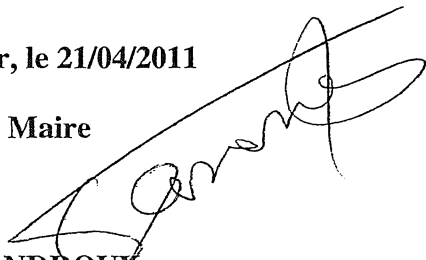
Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21/04/2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Pilory

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement de la Zac PARC 2000 à la demande de la SERM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **29 avril 2011** inclus, la Rue du Pilory dans sa partie comprise entre la Rue Mohammed V et Rond-Point de Stalingrad est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

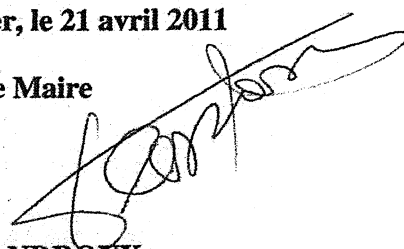
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 avril 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 AVR. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose de réseau, à la demande de France Telecom ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre Rond-point du Rieucoulon et la Place Flandres-Dunkerque est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre la Place Flandres-Dunkerque et Rond-point du Rieucoulon, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Telecom.

**Article 5 :**

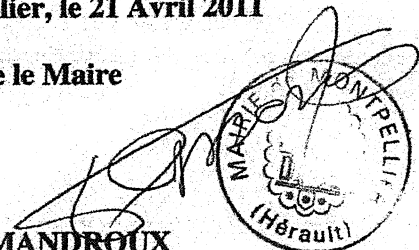
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

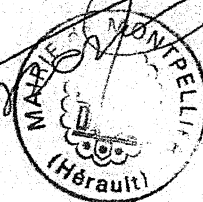
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 Avril 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 22 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jacques Bounin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement AEP, à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **23 mai 2011** et jusqu'au **03 juin 2011** inclus, la Rue Jacques Bounin entre le n° 43 et le n° 151 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

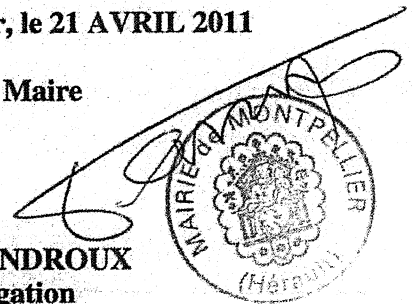
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 AVRIL 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

26 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux réfection de chaussée à la demande du service voirie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 26 avril 2011 et jusqu'au 13 mai 2011 inclus, la Rue Vatel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

À compter du 26 avril 2011 et jusqu'au 13 mai 2011 inclus, Rond-Point Alexandre Yersin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.



### Article 3 :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, la Rue du Pont de Lavérune dans sa partie comprise entre la Rue des Bouisses et la Rue des Bouissettes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

### Article 4 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Bouissettes, emprunte :

- Carrefour Jean-Pierre Suc
- la Rue des Bouisses
- la Rue Henri Maspero
- la Rue de Celleneuve à Saint Hilaire
- la Rue du Pont de Lavérune
- la Rue du Mas de Prunet
- la Rue des Bouisses
- la Rue André-Marie Ampère

et se termine sur la Rue des Bouissettes.

### Article 5 :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, la Rue des Bouisses depuis l'Allée du Vieux Mas vers et jusqu'à la Rue des Gours est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

### Article 6 :

À compter du **26 avril 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, l'Avenue de Monsieur Teste dans sa partie comprise entre la Rue des Faïenciers et l'Impasse Louis Armstrong est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

### Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### Article 8 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

**Article 9 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 10 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 Avril 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le : 22 AVR. 2011**

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° *DOM/1041/T/R*

**Délégation de fonctions**  
**Monsieur Serge FLEURENCE, Premier Adjoint**  
**Remplacement de Monsieur Max LEVITA du 27 avril au**  
**4 mai 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Madame le Maire modifiée ;
- Considérant que Monsieur LEVITA Max, Adjoint au Maire, délégué aux Finances et à l'Administration Générale, est absent du 27 avril au 4 mai 2011 inclus ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint au Maire, Officier d'Etat-Civil, reçoit délégation de signature, pour la période du 27 avril au 4 mai 2011 inclus pour les actes relatifs au :

- Efficience des politiques municipales
- Budget et expertise financière :

Aux Finances communales, Budget, Commission communale des impôts directs, ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, admissions en non valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, garanties d'emprunts et gestion de la dette, centrale d'achat, achats et réforme des matériels, souscription des emprunts...

- A l'Administration Générale ;
- Aux Affaires Juridiques, Contentieux, Assurances ;
- Aux Marchés Publics ;
- A la Communication ;
- Aux Relations avec les Universités ;
- Aux Relations avec les Collectivités Territoriales ;

**Article 2 :**

La délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint au Maire inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1<sup>er</sup> la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics.

Toujours dans le domaine précisé à l'article 1<sup>er</sup>, la délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint au Maire, inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par

les articles 58, 61, 65 et 67 du Code des marchés publics, Monsieur FLEURENCE disposant d'une compétence générale pour cette procédure.

**Article 3 :**

La délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint au Maire, inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, délégation de service public conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 4 :**

Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint au Maire reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT, dans le domaine défini à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22. du 2014

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le :  
Notifié le :

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n°. 2011/040/KR

**Madame Eva BECCARIA, Adjointe au Maire  
Déléguée à la présidence de la Commission d'Appel  
d'Offres du 26 avril 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'article 22 du Code des Marchés Publics ;

**Arrête :**

- Madame Eva BECCARIA, Adjointe au Maire, reçoit délégation pour représenter Madame le Maire à la Présidence de la Commission d'Appel d'Offres, en l'absence de Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint délégué, le 26 avril 2011.

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publié le : 25/04/2011  
Notifié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### -----PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

1774 Avenue de Maurin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du vendredi 22 avril 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. MORENO Alexis, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

**ARRETE**

**Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Telecom : Branchement linéaire.

**Localisation** : 1774 Avenue de Maurin.

**Linéaire** : 42 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

#### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.



## **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

## **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

## **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

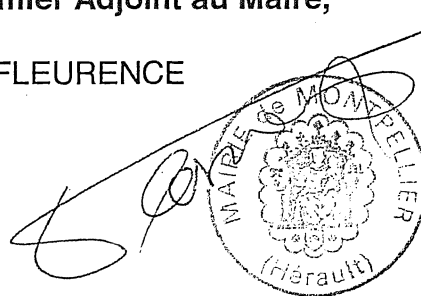
## **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le vendredi 22 avril 2011

Pour Madame le Maire et par délégation,  
Le Premier Adjoint au Maire,

Serge FLEURENCE



Publié le :

Notifié le :

4 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5215

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Anatole France et Rue du Grand Saint Jean

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de déménagement à la demande de PROVENCE SERVICES ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **27 avril 2011**, la circulation est interdite Rue Anatole France côté impair (véhicule monte charge devant le 3).

Ces dispositions sont applicables **de 9 à 11h.**

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Anatole France au n° 10, emprunte :

- la Rue Anatole France à partir du n° 10 et jusqu'au n° 2.

#### Article 3 :

Le **27 avril 2011**, Rue du Grand Saint Jean angle rue du grand Saint Jean côté impair rue Anatole France devant le passage piétons. , le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **de 9h à 11h.**

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de PROVENCE SERVICES;

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22/04/2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

27 AVR. 2009



**Madame Eva BECCARIA, Adjointe au Maire  
Déléguée à la présidence de la Commission d'Appel  
d'Offres du 26 avril 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'article 22 du Code des Marchés Publics ;

**Arrête :**

- Madame Eva BECCARIA, Adjointe au Maire, reçoit délégation pour représenter Madame le Maire à la Présidence de la Commission d'Appel d'Offres, en l'absence de Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint délégué, le 26 avril 2011.

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22/04/2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publié le : 25/04/2011**

**Notifié le :**

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n°.2011/1040/T/R

**Madame Eva BECCARIA, Adjointe au Maire  
Déléguée à la présidence de la Commission d'Appel  
d'Offres du 26 avril 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'article 22 du Code des Marchés Publics ;

**Arrête :**

- Madame Eva BECCARIA, Adjointe au Maire, reçoit délégation pour représenter Madame le Maire à la Présidence de la Commission d'Appel d'Offres, en l'absence de Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint délégué, le 26 avril 2011.

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22/04/2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publié le : 25/04/2011**

**Notifié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

FRANCE TELECOM

AVENUE DU PONT JUVENAL

#### Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;

- Vu le code de la voirie routière ;

- Vu le code des postes et télécommunications ;

- Vu le code de la route ;

- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;

- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu l'arrêté du 12 mars 1998, publié au journal officiel le 19 mars 1998, autorisant la société France Telecom à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire de Montpellier ;

- Vu la demande N° 325235 en date du 07/03/2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom dont le siège est situé, UI Languedoc Roussillon, site Montpellier, 707 avenue du marché Gare 34933 Montpellier-cedex 9, représenté par M. Juan Martinez, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

## ARRETE

### Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom, UI Languedoc Roussillon, Allée de Bacchus 66965 Perpignan, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

### Article 2 - Nature et localisation des installations.

#### Nature et linéaire :

Pose d'artères souterraines : 64 ml en Ø 45.

Chambre LOT : 1.

#### Localisation : AVENUE DU PONT JUVENAL.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

### Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

#### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.



#### Article 8 - Récolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

#### Article 11 - Exécution.

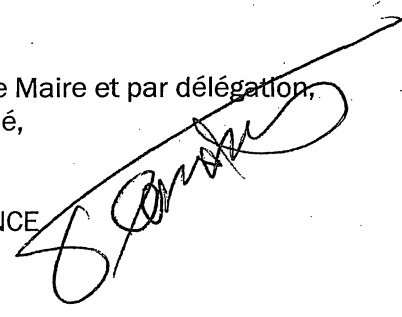
Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le 23 mars 2011



Pour Madame le Maire et par délégation,  
L'adjoint délégué,

Serge FLEURENCE



Notifié le :

29 MARS 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Villeneuve-Angoulême

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 415-10, R. 415-6, R. 415-7, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12, R. 431-9 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Une partie de la voie est réservée à la circulation à double sens du tramway sur l'Avenue de Villeneuve-Angoulême :

- du côté des numéros impairs, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Colonel Pavelet et la Rue Michel Colucci dit Coluche ;
- du côté des numéros pairs, dans sa partie comprise entre la Rue Guillaume Janvier et le Boulevard Pedro de Luna ;
- du côté des numéros pairs, dans sa partie comprise entre la Rue Michel Colucci dit Coluche et la Rue Georges Brassens ;
- au milieu de la voie dans sa partie comprise entre la Rue Georges Brassens et la Rue Guillaume Janvier.

**Article 2 :**

Un sens unique est institué sur :

- l'Avenue de Villeneuve-Angoulême depuis la Rue Georges Brassens vers et jusqu'au Boulevard Paul Valéry et depuis la Rue Guillaume Janvier vers et jusqu'au Boulevard Pedro de Luna ;
- la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis l'Avenue de Villeneuve-Angoulême vers

et jusqu'à l'Avenue de la Liberté.

**Article 3 :**

La circulation des véhicules dont la hauteur est supérieure à 4,10 mètres est interdite Avenue de Villeneuve-Angoulême dans le passage sous l'ouvrage supportant l'Avenue de la Liberté.

**Article 4 :**

Il est créé une bande cyclable dans le sens de la voie mitoyenne affectée à la circulation générale réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Avenue de Villeneuve-Angoulême des deux côtés dans sa partie comprise entre le Boulevard Pedro de Luna et la Rue Saint Cléophas.

**Article 5 :**

À l'intersection de la voie d'accès au n°1047 (Bât. A - Résidence "Chalets Richemont") et de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, les conducteurs circulant sur la voie d'accès au n°1047 (Bât. A - Résidence "Chalets Richemont") sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 6 :**

À l'intersection de la voie d'accès au n°1500, de la plate-forme du tramway et de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, les conducteurs circulant sur la voie d'accès au n°1500 sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 7 :**

À l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, de la plate-forme du tramway et de la voie d'accès au n°1420, les conducteurs circulant sur la voie d'accès au n°1420 sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 8 :**

À l'intersection de la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis l'avenue de Villeneuve-Angoulême et de l'Avenue de la Liberté, les conducteurs circulant sur la bretelle d'accès sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 9 :**

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, de l'Avenue du Colonel Pavelet et de la Rue du Mas Nouguier ;
- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et du Boulevard Paul Valéry ;

- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et de la Rue Gaston Bachelard ;
- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, de la Rue Mathias de Lobel (intersection située du côté de la Cour Sylvia Monfort) et des voies d'accès au n°1653 ;
- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, de la Rue Michel Colucci dit Coluche et de la Rue Jacques Bounin ;
- à l'intersection de l'Impasse Charles de Foucauld, de la Rue de l'Arnel et de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême ;
- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, de la Rue Georges Brassens et de la Rue Professeur Henri Roseau ;
- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, de la Rue Guillaume Janvier et de la Rue Jean de Montlaur ;
- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et du Boulevard Pedro de Luna ;
- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et de la Rue Saint Cléophas ;
- à l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, de la Rue Ernest Michel et du Boulevard Berthelot.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

#### **Article 10 :**

La circulation des véhicules est réglementée par des signaux d'arrêt de type R24 (arrêt absolu au feu rouge clignotant) :

- à l'intersection de la voie d'accès au n°1336 et de la plate-forme du tramway ;
- à l'intersection de la plate-forme du tramway et de la voie d'accès au n°1573 ;
- à l'intersection de la plate-forme du tramway et de la voie d'accès au n°1731 ;
- à l'intersection de la voie d'accès au n°1829 et de la plate-forme du tramway.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage au tramway.

#### **Article 11 :**

À l'intersection de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et de la Rue du Mas de Lemasson, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

#### **Article 12 :**

Il est interdit de tourner à gauche :

- dans la Rue des Peyriers pour tous les véhicules venant de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême dans le sens du Boulevard Berthelot vers la Rue Saint Cléophas ;
- dans l'Avenue de Villeneuve-Angoulême pour tous les véhicules venant de la voie d'accès au n°820 Résidence "Cristalys" ;
- dans l'Avenue de Villeneuve-Angoulême pour tous les véhicules venant de la voie d'accès au n°821 ;
- dans l'Avenue de Villeneuve-Angoulême pour tous les véhicules venant de la voie d'accès au n°840 ;
- dans l'Avenue de Villeneuve-Angoulême pour tous les véhicules venant de la voie d'accès au n°942 ;
- dans l'Avenue de Villeneuve-Angoulême pour tous les véhicules venant de la voie d'accès au n°1336.

#### Article 13 :

Il est interdit de tourner à droite :

- dans la Rue des Peyriers pour tous les véhicules venant de l'Avenue de Villeneuve-Angoulême dans le sens de la Rue Saint Cléophas vers le Boulevard Berthelot ;
- dans l'Avenue de Villeneuve-Angoulême pour tous les véhicules venant de la voie d'accès au n°1047 (Bât. A - Résidence "Chalets Richemont") ;
- dans l'Avenue de Villeneuve-Angoulême pour tous les véhicules venant de la voie d'accès au n°1047 (Bât. E - Résidence "Chalets Richemont") ;
- dans l'Avenue de Villeneuve-Angoulême pour tous les véhicules venant de la voie d'accès à la résidence "Le Richemont I".

#### Article 14 :

Il est interdit de faire demi-tour sur l'Avenue de la Liberté pour tous les véhicules à son intersection avec la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis l'avenue de Villeneuve-Angoulême.

#### Article 15 :

Le stationnement est autorisé dans le parc de stationnement aménagé Avenue de Villeneuve-Angoulême côté impair au droit du n°112 allée Maurice-Bonafos (Mairie annexe Tastavin).  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 16 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Avenue de Villeneuve-Angoulême côté impair à proximité du n°112 allée Maurice-Bonafos (Mairie annexe Tastavin).  
L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate et passible de mise en fourrière immédiate.  
Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

#### Article 17 :

Les véhicules de livraison ont un emplacement réservé sur 10 mètres Avenue de Villeneuve-Angoulême côté pair au droit du n°742 et du n°748.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**  
Le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 18 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la

signalisation.

**Article 19 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 20 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 24 mars 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : 30 MAR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5217

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réparation ponctuelles de chaussée à la demande des Services Techniques de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue Henri Guinier ;
- la Rue du Grand Saint Jean dans sa partie comprise entre la Rue Parlier et la Rue Anatole France ;
- la Rue Catalan ;
- l'Avenue de Maurin dans sa partie comprise entre la Rue des Blanquiers et la Rue Enclos Fermaud ;
- la Rue Ernest Michel dans sa partie comprise entre la Rue des Blanquiers et le Boulevard Berthelot.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h et chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue Henri Guinier ;
- la Rue du Grand Saint Jean dans sa partie comprise entre la Rue Parlier et la Rue Anatole France ;
- la Rue Catalan ;
- l'Avenue de Maurin dans sa partie comprise entre la Rue des Blanquiers et la Rue Enclos Fermaud ;
- la Rue Ernest Michel dans sa partie comprise entre la Rue des Blanquiers et le Boulevard Berthelot.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC

**Article 5 :**

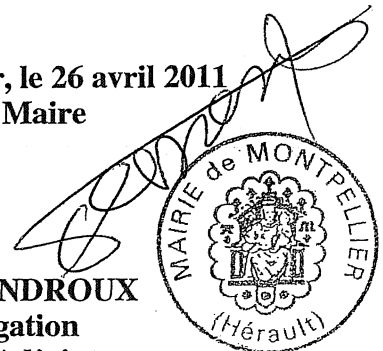
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 29 AVR. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue d'Argencourt

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4477 du **19 janvier 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement de voirie à la demande de la SERM ;

Arrête :

**Article 1er :**

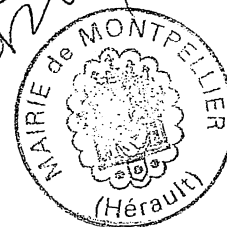
À compter du **29 avril 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4477 du **19 janvier 2011** sont prorogées jusqu'au **20 mai 2011** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5224

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Amoureux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de surélévation d'habitation à la demande de l'Entreprise TOITURE SPRINGER ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2011** et jusqu'au **04 juin 2011** inclus, Rue Amoureux entre le n° 11 et le n° 13, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Entreprise TOITURE SPRINGER

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 29 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5225

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Juvénal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparations ponctuelles de chaussées à la demande des Services Techniques de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 02 mai 2011 et jusqu'au 13 mai 2011 inclus, l'Avenue du Pont Juvénal dans sa partie comprise entre la Rue de Tarragone et la Rue Lamartine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

#### Article 2 :

À compter du 02 mai 2011 et jusqu'au 13 mai 2011 inclus, Avenue du Pont Juvénal dans sa partie comprise entre la Rue de Tarragone et la Rue Lamartine sur les emplacements nécessaires aux emprises de travaux, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

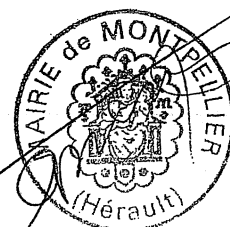
**Article 6 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 29 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5226

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Lamartine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparations ponctuelles de chaussées à la demande des Services Techniques de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 02 mai 2011 et jusqu'au 13 mai 2011 inclus, Rue Lamartine, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du 02 mai 2011 et jusqu'au 13 mai 2011 inclus, la circulation est interdite Rue Lamartine

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, les véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lamartine, emprunte :

- la Rue de la Méditerranée
- la Rue de Tarragone

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise  
BEC

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la  
signalisation.

**Article 5 :**


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions  
contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité  
Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté  
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 29 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5227

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Aiguerelles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparations ponctuelles de chaussées à la demande des Services Techniques de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, Rue des Aiguerelles sur les emplacements nécessaires aux emprises de travaux, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, la circulation est interdite Rue des Aiguerelles

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place Carnot, emprunte :

- le Boulevard de Strasbourg

et se termine sur la Rue Général Riu.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise  
BEC

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la  
signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions  
contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité  
Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté  
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 avril 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le : 29 AVR. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5229

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Marceau

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de déménagement à la demande de SARL J.O.T.D ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **04 mai 2011**, Rue Marceau côté pair au n° 18 sur 2 places, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **de 8h à 17h**. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SARL J.O.T.D.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

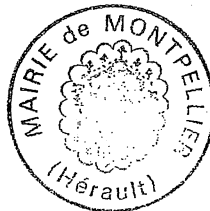
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26/04/2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 29 AVR. 2011**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5231

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Professeur Tédénat

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réalisation d'un trottoir à la demande du service voirie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, la Rue du Professeur Tédénat dans sa partie comprise entre la Rue de la Figairasse et la Rue du Jardin des Violettes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

**Article 4 :**

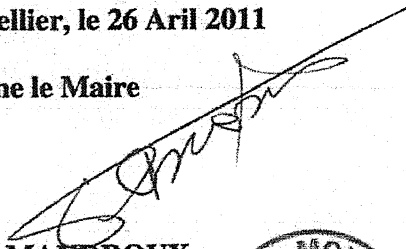
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

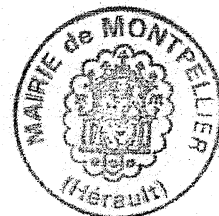
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 Aril 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

29 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Brillat-Savarin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de réfection de chaussée à la demande du service voirie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **28 avril 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, la Rue Brillat-Savarin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

**Article 4 :**

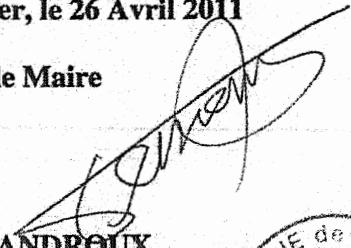
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 Avril 2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le : 29 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Palavas

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'élagage à la demande de l'entreprise SERPE SAS ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **06 mai 2011**, l'Avenue de Palavas dans sa partie comprise entre la Rue des Iris et la Rue Frédéric Fabrèges est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite, dans le sens allant de la Rue des Iris à la Rue Frédéric Fabrèges, est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise  
SERPE SAS

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions  
contraires antérieures.

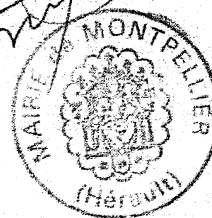
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des  
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté  
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 29 AVR. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5223

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Leyde

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement linéaire à la demande de Free Infrastructure ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **03 juin 2011** inclus, la Rue de Leyde est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RDL

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 29 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Pierre Causse et Avenue de la Liberté

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'entretien de la végétation à la demande de la DIPAN ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 23 mai 2011 et jusqu'au 27 mai 2011 inclus, l'Avenue de la Liberté dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue Gabriel Fauré et l'Avenue de la Colline est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement sur une longueur de 100 mètres est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables de 9h à 16h.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

À compter du 23 mai 2011 et jusqu'au 27 mai 2011 inclus, la Rue Pierre Causse dans sa partie comprise entre la Rue Gabriel Fauré et l'Avenue de la Colline est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la demi-chaussée sur une longueur de 100 mètres, côté avenue de la liberté, est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables de 9h à 16h.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

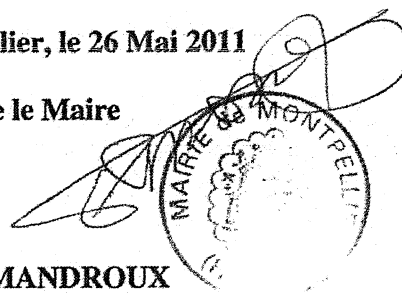
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de UPEE7

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 Mai 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 29 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Paul Bringuier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **20 mai 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue Paul Bringuier sur la bretelle d'accès depuis l'avenue de Lodève vers la rue d'Alco

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Lodève, emprunte :

- la Rue d'Alco

et se termine sur l'Avenue Paul Bringuier.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

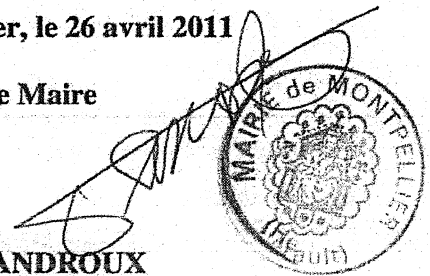
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 29 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jean Giono et Avenue des Moulins

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **27 avril 2011** et jusqu'au **28 avril 2011** inclus, l'Avenue des Moulins est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **27 avril 2011** et jusqu'au **28 avril 2011** inclus, la Rue Jean Giono est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

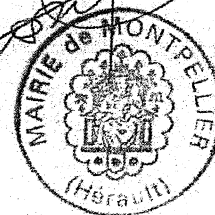
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 29 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5216

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Lauragais

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement à la demande du service voirie de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **07 mai 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue du Lauragais dans sa partie comprise entre l'Avenue Guilhem de Poitiers et l'Avenue du Biterrois

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Lauragais, emprunte :

- l'Avenue Guilhem de Poitiers
- la Rue de la Narbonnaise
- l'Avenue du Biterrois

et se termine sur l'Avenue du Lauragais.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

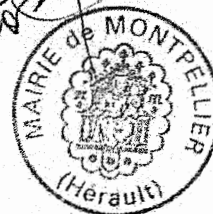
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 avril 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**29 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue de Ferran

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue de Ferran depuis le n°634 (portail du Mas de Méric - non compris) vers et jusqu'à la Rue de la Combe Caude et depuis l'Avenue de la Justice de Castelnau vers et jusqu'au n°369 (non compris).

Article 2 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue de Ferran dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Justice de Castelnau et la Rue de l'Aiguelongue.

Article 3 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la plate-forme du tramway, de la Rue de la Roqueturière, de la Rue de Ferran et de l'Avenue de la Justice de Castelnau.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

**Article 4 :**

Un sens prioritaire est institué Rue de Ferran dans sa partie comprise entre la Rue Floréal et la Rue de Méric, dans le sens de la Rue Floréal vers la Rue de Méric.

**Article 5 :**

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Rue de Ferran côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Floréal et la Rue de Méric et au n° 595 sur un emplacement de 10 mètres.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 6 :**

Les véhicules de livraison ont un emplacement réservé sur 10 mètres Rue de Ferran côté impair au n° 41.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.** L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 avril 2011

Madame le Maire



Helène MANDROUX

Publié le :

04 MAI 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation Rue Adrienne Boland

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue Adrienne Boland dans le sens croissant de la numérotation postale. Un double sens de circulation est institué sur la voie d'entrée et sortie depuis la Rue de Château Bon, sur 35 mètres.

**Article 2 :**

La Rue Adrienne Boland est une voie en impasse.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 avril 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le :

04 MAI 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Carrefour giratoire Place d'Olympie

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 415-10 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À l'intersection de la Place d'Olympie, de l'Avenue des Etats du Languedoc, de l'Allée du Nouveau Monde et de la Rue du Bastion Ventadour, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité



Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 27 avril 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publié le :

04 MAI 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue des Etats du Languedoc

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-7, R. 417-11, R. 417-12, R. 417-3, R. 431-9 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Avenue des Etats du Languedoc depuis la Rue du Jeu de Ballon vers et jusqu'à la Rue Michelet et autour de l'îlot situé sous l'ouvrage supportant l'Avenue Henri Frenay, dans le sens de la Rue des Pertuisanes vers la Rue Michelet en direction de la voie de sortie du parking "Polygone".

**Article 2 :**

La circulation des véhicules dont la hauteur est supérieure à 3,80 mètres est interdite Avenue des Etats du Languedoc dans sa partie comprise entre l'Allée Henri II de Montmorency et la Rue Michelet.

### Article 3 :

Il est créé une bande cyclable dans le sens de la circulation mitoyenne réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Avenue des Etats du Languedoc des deux côtés dans sa partie comprise entre la Place d'Olympie et l'Avenue du Pont Juvénal.

### Article 4 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de l'Avenue des Etats du Languedoc, de l'Avenue Albert Dubout, du Quai Laurens et de l'Avenue du Pont Juvénal
- à l'intersection de la voie de sortie du parking "Polygone", de la Rue Michelet et de l'Avenue des Etats du Languedoc pour les véhicules circulant dans le sens de la Rue du Jeu de Ballon vers la Rue Michelet et dans le sens de la Rue des Pertuisanes vers la voie d'accès au "Polygone"

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

### Article 5 :

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux Avenue des Etats du Languedoc des deux côtés au n° 427 et à proximité de l'intersection avec la Rue Jeanne d'Arc.

### Article 6 :

À l'intersection de l'Avenue des Etats du Languedoc dans le sens de la Place d'Olympie vers la Rue des Pertuisanes et de l'Avenue des Etats du Languedoc dans le sens de la Rue Michelet vers la Rue des Pertuisanes, les conducteurs circulant sur l'Avenue des Etats du Languedoc dans le sens de la Rue Michelet vers la Rue des Pertuisanes sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

### Article 7 :

Il est interdit de tourner à droite Avenue des Etats du Languedoc dans la voie de sortie du parking "P4 Mairie".

### Article 8 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone courte durée, aux emplacements prévus à cet effet Avenue des Etats du Languedoc des deux côtés dans sa partie comprise entre la Place d'Olympie et l'Avenue du Pont Juvénal.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 2 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 2 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

**Article 9 :**

Les personnes à mobilité réduite ont 2 places réservées Avenue des Etats du Languedoc côté impair au n° 405.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées ou du macaron 'GIG-GIC' apposé sur le pare-brise.

**Article 10 :**

L'arrêt et le stationnement sont interdits Avenue des Etats du Languedoc des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue du Jeu de Ballon et la Rue Michelet.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 11 :**

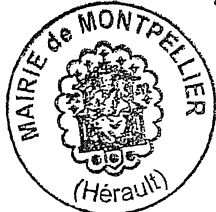
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 12 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 13 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 27 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le :

04 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5234

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue des Etats du Languedoc et Rond Point de la Rue Michelet

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réhabilitation de voirie du secteur Pertuisanes à la demande des Services Techniques de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, à l'avancement des emprises de travaux le Rond Point de la Rue Michelet est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est ponctuellement alternée par feux ou K10 ;
- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la circulation est interdite par tronçon ;
- le stationnement est interdit .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **04 mai 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, l'Avenue des Etats du Languedoc dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Place d'Olympie et la Rue Michelet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- le stationnement est interdit .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : - 4 MAI 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de football MHSC-Stade Brestois, au STADE DE LA MOSSON (Saison 2010-2011) ;

Arrête :

#### Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 16 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- DIMANCHE 1er Mai 2011 MHSC - Stade Brestois

Le coup d'envoi du match sera donné à 17 heures.

#### Article 2 :

Le **01 mai 2011**, l'Avenue de Heidelberg partie limitée par l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;

Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début des matchs et pendant une durée totale de 12 heures**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- La circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables 3 heures avant le début des matchs et pendant une durée totale de 7 heures.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus et aux services de secours.

#### Article 3 :

Le 01 mai 2011, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue des Planètes et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables 8 heures avant le début des matchs et pendant une durée totale de 12 heures.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 4 :

Le 01 mai 2011, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Barcelone et l'avenue de Louisville, sur le parking situé du côté du marché, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables 8 heures avant le début des matchs et pendant une durée totale de 12 heures.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 5 :

Le 01 mai 2011, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables 8 heures avant le début des matchs et pendant une durée totale de 12 heures.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 6 :

Le 01 mai 2011, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue du Professeur Blayac, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables 2 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.

#### Article 7 :

Le 01 mai 2011, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-point d'Alco, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables 1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures.



**Article 8 :**

Le **01 mai 2011**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

**Article 9 :**

Le **01 mai 2011**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

**Article 10 :**

Le **01 mai 2011**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **2 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

**Article 11 :**

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

**Article 12 :**

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 13 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 14 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 15 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur

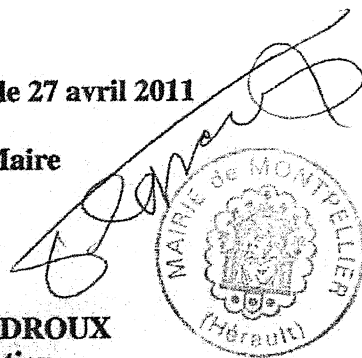
**Article 16 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

29 AVR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Villeneuve-Angoulême

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur réseau à la demande de ERDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **04 mai 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue de Villeneuve-Angoulême dans sa partie comprise entre la Rue Jacques Bounin et le Boulevard Paul Valéry, dans le sens allant de la Rue Jacques Bounin vers le Boulevard Paul Valéry.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Jacques Bounin, emprunte :

- la Rue Charles Vanel
- la Rue Raimon de Trencavel

et se termine sur le Boulevard Paul Valéry.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

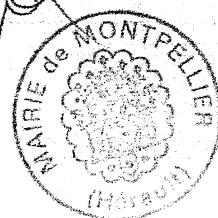
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 29 AVR. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5236

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue du Maréchal Leclerc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de renouvellement de branchements à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **30 juin 2011** inclus, Avenue du Maréchal Leclerc dans sa partie comprise entre la Rue des Razeteurs et l'Avenue Albert Dubout, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

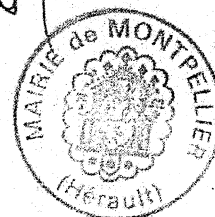
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 avril 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le : 29 AVR. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'éclairage public à la demande de la RTEP ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, la Rue Louis Pergaud est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

**Article 2 :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, l'Avenue Guilhem de Poitiers dans sa partie comprise entre la Place d'Italie et l'Avenue Raimbaud d'Orange est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

**Article 3 :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, la Rue Arnault Peyre dans sa partie comprise entre l'Avenue Guilhem de Poitiers et la Rue Pierre Cardenal est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

**Article 4 :**

À compter du 09 mai 2011 et jusqu'au 25 novembre 2011 inclus, la Place Jacques Brel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

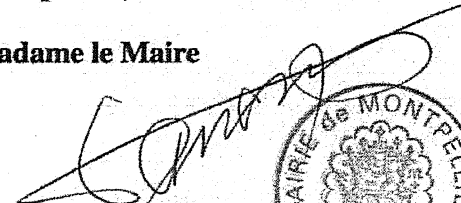
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la RTEP

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 avril 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

29 AVR. 2011



## Règlement des espaces verts de la Ville de Montpellier

Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-24, L 2212 (1-2-4-5) ;

- Vu l'article R 610-5 du code pénal ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 novembre 1987 règlementant les espaces verts (abrogé par les présentes) ;
- Vu l'arrêté municipal hygiène, salubrité, sécurité publique et circulation des animaux du 28 août 2002
- Vu l'arrêté municipal d'interdiction de baignade du 1<sup>er</sup> mars 1999
- CONSIDERANT qu'il incombe à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité dans les parcs, jardins, squares et espaces verts, de veiller au respect de ces lieux et à leur maintien en bon état, ainsi que d'en assurer une jouissance paisible aux utilisateurs.

### Arrête

#### **Article 1 - Dispositions générales**

Tous les parcs, jardins, squares, esplanades, bois et sites naturels appartenant à la Ville de Montpellier et ouverts au public sont placés sous la surveillance de l'autorité municipale. Le parc Montcalm dans lequel la Ville organise l'accueil du public par convention avec l'Etat, est intégré à ces espaces jusqu'au 31/12/11.

Le présent règlement organise et réglemente l'utilisation des espaces verts publics.

#### **Article 2 - Accès :**

L'accès des espaces verts est libre à toute heure, sauf pour ceux soumis à des horaires d'ouverture et de fermeture au public. Ces horaires sont indiqués aux entrées et varient selon les saisons.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de modifier ces horaires et de fermer temporairement les espaces verts notamment en cas d'intempéries importantes (orage, vent violent..) ou pour cause de travaux. Les espaces verts sont des lieux de détente, de convivialité et de liberté. Ainsi, toutes les activités de loisir et de repos y sont les bienvenues dans la mesure où elles s'exercent sans gêner la liberté d'autrui, sans porter atteinte à la sécurité et sans dégrader les lieux.

#### **Article 3 - Il est donc autorisé :**

1/ **de circuler dans les allées avec une bicyclette tenue à la main**, sans gêner les piétons, qui sont prioritaires.

2/ **de marcher et de s'asseoir sur les pelouses** comportant un panneau d'autorisation. Le service des espaces verts pourra fermer cet accès momentanément, notamment pour cause de travaux.

3/ **de promener un chien** dans les allées et sous réserve de respecter les conditions d'hygiène et de sécurité suivantes :

- tenir en permanence le chien en laisse. Cette dernière ne doit pas dépasser 1m50 de longueur.  
Tout animal errant ou non tenu en laisse pourra être mis en fourrière.
- ramasser ses déjections,

Des zones réservées aux chiens sont situées à proximité de certains espaces verts. Ces derniers sont alors totalement interdits aux chiens, même tenus en laisse.

#### **4/ d'utiliser les aires de jeux.**

Ces aires de jeux répondent aux normes de sécurité fixées par les décrets n° 94-694 du 10 août 1994 et n° 96-1136 du 18 décembre 1996 et sont régulièrement entretenues et inspectées. Elles sont réservées exclusivement aux enfants, selon les tranches d'âge indiquées.

Les enfants sont placés sous l'entière responsabilité de leurs parents ou accompagnateurs.

La Ville dégage toute responsabilité en cas d'utilisation anormale ou dangereuse des jeux.

#### **5/ d'exercer des activités collectives telles que pique-nique, jeux etc...à condition de :**

- ne pas se réserver l'usage exclusif d'une partie de l'espace vert,
- ramasser les déchets et les déposer dans les corbeilles à papiers réservées à cet usage,
- ne pas dégrader les lieux.

**6/ d'exercer des activités culturelles telles que spectacles, fêtes et autres**, sous réserve de l'autorisation de la Ville et du respect de la réglementation s'appliquant à ce type d'activités.

**7/ de pêcher le long des berges des cours d'eau et dans le lac des Garrigues** dans le cadre de la réglementation en vigueur.

### **Article 4 - Mais il est interdit :**

**1/ d'avoir une tenue ou un comportement incorrect ou indécent qui pourrait troubler l'ordre public.**

**2/ de circuler à bicyclette, en voiture ou autre véhicule à moteur, à l'exception :**

- des véhicules non motorisés utilisés par des enfants de moins de 8 ans,
- des personnes à mobilité réduite,
- des véhicules de police et de sécurité,
- des véhicules de service de la Ville de Montpellier,
- des véhicules autorisés par la Ville de Montpellier de façon occasionnelle.

**3/ de pénétrer (personnes et animaux domestiques) dans les bassins, pièces et cours d'eau en raison :**

- de la nature même de ces bassins et pièces d'eaux qui sont des éléments décoratifs naturels ou d'agrément,
- de l'absence de surveillance,
- de la présence dans certains bassins de matériel électrique immergé, de produits de traitement des eaux et de sols glissants ou irréguliers.

**4/ d'exercer toute activité, sportive notamment (sauf dans les zones prévues à cet effet) bruyante ou dangereuse**, qui pourrait porter atteinte à la sécurité ou à la tranquillité du public, ainsi qu'à la bonne conservation des espaces verts. La pratique du skateboard, le lancer de projectiles, l'utilisation d'instruments de musique à percussion sont notamment prohibés.

**5/ de salir, dégrader les bancs, corbeilles, tables, bornes-fontaines ou tout autre mobilier mis à la disposition du public pour son confort et son agrément.**

**6/ d'introduire les chiens dans les espaces verts clos qui leur sont interdits**, ainsi que dans les aires de jeux, les massifs de fleurs, d'arbustes et pelouses.

- de laisser les chiens importuner les promeneurs ainsi que la faune sauvage des parcs,
- d'inciter les chiens à dégrader les arbres, les plantations, le mobilier, au risque d'être verbalisé immédiatement.
- les chiens, dits dangereux, de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégorie (loi du 6 janvier 1999) sont totalement interdits dans les espaces verts, même muselés et tenus en laisse.

7/ de se livrer sans autorisation de la Ville à des activités lucratives, à la distribution ou à l'affichage sur le mobilier ou sur les arbres de tracts ou d'affiches. Les infractions à ce sujet seront sanctionnées comme le prévoit le règlement d'occupation de l'espace urbain.

8/ de camper, bivouaquer et allumer des feux.

9/ de détruire, couper, prélever des plantes. Tout vol de végétaux, mutilation ou destruction et tout prélèvement de graines, fruits et échantillons divers pourront faire l'objet de poursuites.

10/ de jeter en dehors des corbeilles prévues à cet effet des détritux de quelque nature que ce soit.

**Article 5 :** Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté

Montpellier, le 28/04/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le  
Premier Adjoint

  
Serge FLEURENCE

Publié le :

Direction de l'Espace Public

Service Affaires Commerciales

Arrêté n° 307/2011

**OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

**LE GRAND BAZAR**

Le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général de Propriété des Personnes Publiques
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment l'article L113-2
- Vu le Code Pénal,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La Ville organise une Grande Braderie (intitulée « Le Grand Bazar »), dont la date est fixée **du 6 au 7 mai 2011**, de 10h à 20h et qui aura lieu dans le quartier centre, dans le périmètre qui comprend les voies suivantes : Boulevard Sarrail ; Boulevard Bonne Nouvelle ; Boulevard Louis Blanc ; Boulevard Pasteur ; Boulevard Henri IV ; Boulevard Louis Vialleton ; Boulevard Ledru Rollin ; Cours Gambetta ; Faubourg du Courreau ; Boulevard Clémenceau ; Boulevard Berthelot ; Rue Ernest Michel ; Rue Rondelet ; Rue Anatole France ; Boulevard Victor Hugo.

Celles-ci incluses

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités d'occupation du domaine public.

**Article 2 :**

Dans le cadre de l'opération le « Grand Bazar », les commerçants ont la possibilité de disposer sur le domaine public, leurs étals de marchandises, au droit des façades de leurs commerces.

**Article 3 :**

La mise à disposition du domaine Public sera effective pendant la durée de la manifestation, à savoir **le vendredi 6 et le samedi 7 mai 2011**, sur l'ensemble du périmètre sus visé.  
(montage et démontage compris).

**Article 4 :**

L'occupation du domaine public est acceptée sous réserve, de laisser une partie de la voie libre, pour permettre le passage des véhicules de sécurité.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 AVR. 2011

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

Serge FLEURENCE



publié le : 28 AVR. 2011  
Notifié le :

## Ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier

- Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-24, L 2212 (1-2-4-5) ;
- CONSIDERANT : qu'il convient d'assurer la tranquillité des riverains et la sécurité dans différents parcs et squares de la Ville ;
- CONSIDERANT : qu'il convient d'actualiser la liste des parcs et squares soumis à fermetures nocturnes ;

### Arrête :

#### Article 1 :

Le public est invité à respecter les horaires affichés à l'entrée de chacun des parcs et squares et à quitter les lieux spontanément avant leur fermeture. Les horaires sont variables selon les usages, la situation des lieux.

#### Article 2 : Liste des parcs à horaires classiques

La fermeture nocturne de certains parcs et squares est décidée, selon les horaires ci-après :

##### HORAIRES

**Ouverture : 8h00** toute l'année

##### **Fermeture :**

- Printemps-Automne : du 01/03 au 31/05 et 01/09 au 31/10 : **20h00**
- Eté : du 01/06 au 31/08 : **21h30**
- Hiver : du 01/11 au 28/02 : **18h00**

Domaine de Méric  
Esplanade Pierre Paraf  
Jardin Arsonval  
Parc de Bagatelle  
Parc de l'Aiguelongue  
Parc des Aiguerelles  
Parc des Sylvains  
Parc du Mas Prunet  
Parc Georges Clemenceau  
Parc Magnol

Place Marathon  
Parc Rachel  
Parc Rimbaud  
Square de la tour des pins  
Plan Cavaillé Coll  
Parc Malbosc (voie Aglaé Adanson)  
Square Billie Holiday  
Square de l'Intendance du Languedoc  
Square des hibiscus  
Square Ferdinand de Lesseps

Square François Dezeuze  
Parc Fontcolombe  
Square Louis Boffet  
Square Planchon  
Square des Beaux Arts  
Parc Azéma  
Parc Bel Juel  
Square Camille Ernest  
Square Renaudot

**Article 3 : Liste des parcs et squares soumis à des horaires particuliers :**

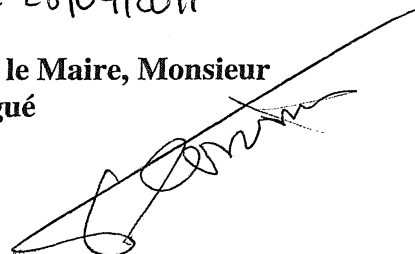
- Jardin de la Pépinière (MPT l'escoutaître) : ouverture 7h00 toute l'année
- Parc des Pastourelles : ouverture 7h00 toute l'année et fermeture à 19h en hiver
- Parc de la Maison des Relations Internationales – 18h00 toute l'année sauf en cas de manifestation.
- Parc de la Guirlande : ouverture 7h00 toute l'année / fermeture 18h30 en hiver
- Parc Edith Piaf: ouverture 7h00 toute l'année / fermeture 19h30 en hiver
- Square Jean Monnet : fermeture 23h00 toute l'année
- Parc de la Croix d'Argent : ouverture 7h00 toute l'année
- Mail Alain Bashung : ouverture 7h00 toute l'année
- Parc Montcalm : fermeture 17h00 en hiver, 21h00 en été et 20h00 au printemps et à l'automne
- La promenade du Peyrou : fermeture 20h00 en hiver, automne et printemps et 22h00 en été
- Parc Malbosc (voie Aglaé Adanson) ouverture 7h00 toute l'année / fermeture 22h00 en été et 20h le reste de l'année

Les modifications apportées à cette liste feront l'objet d'un nouvel Arrêté.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 28/04/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur  
l'Adjoint délégué



Serge FLEURENCE

Publié le : 29/04/2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

**BRL**

### Rue de la Restanque

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du , publié au journal officiel le , autorisant la société BRL à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu les prescriptions techniques délivrées par le service Voirie en date du 28 avril 2011 ;
- Vu les prescriptions techniques délivrées par le service Hydraulique Urbaine en date du 22 avril 2001 ;
- Vu les prescriptions techniques délivrées par la Direction Paysage et Biodiversité en date du 26 avril 2011 ;
- Vu la permission de voirie délivrée par le Département de l'Hérault en date du 21 mars 2011 ;
- Vu la demande en date du vendredi 25 mars 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage BRL dont le siège est situé 1105, avenue Pierre Mendès France 30001 Nîmes cedex 5, représentée par M. TIRAND Olivier, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;



- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

## **ARRETE**

### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, BRL, 1105, avenue Pierre Mendès France 30001 Nîmes cedex 5, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

### **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Eau brute : Extension réseau d=160mm PEHD

**Localisation** : Rue de la Restanque.

**Linéaire** : 170 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

### **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

#### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

## **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

## **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

## **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

## **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le jeudi 28 avril 2011

Pour Madame le Maire et par délégation,  
Le Premier Adjoint au Maire,

Serge FLEURENCE



Publié le :  
Notifié le :

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5246

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande du Service Voirie.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, l'Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran dans sa partie comprise entre la Rue du Triolet et l'Avenue du Professeur Grasset est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- sur chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 avril 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le : - 4 MAI 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5245

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue de l'Agathois**  
**et Rue Sainte Barbe**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **28 avril 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, la Rue Sainte Barbe est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **28 avril 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, la Rue de l'Agathois dans sa partie comprise entre le Pont Vincent Badie et la Rue Sainte Barbe est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **28 avril 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de l'Agathois dans sa partie comprise entre la Rue Sainte Barbe et le n°503.

**Article 4 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Agathois, emprunte :

- l'Avenue de l'Europe
- et se termine sur la Rue de l'Agathois.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

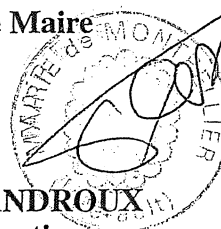
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 avril 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 3 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5243

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre la Rue Favre de Saint Castor et la Rue Lejzer Zamenhof est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation est interdite ;
- la voie de droite est interdite à la circulation générale.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lejzer Zamenhof, emprunte :

- la Rue Favre de Saint Castor
- et se termine sur la Route de Lodève.



Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

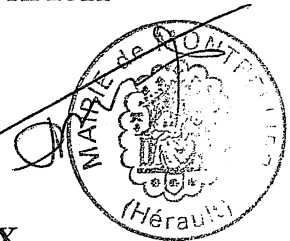
Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

3 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5242

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **09 juin 2011** et jusqu'au **01 juillet 2011** inclus, la Rue du Pilory dans sa partie comprise entre la Rue Mohammed V et Rond-Point de Stalingrad est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de droite est interdite à la circulation générale.

#### Article 2 :

À compter du **09 juin 2011** et jusqu'au **01 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Pilory depuis la Rue Mohammed V vers et jusqu'à Rond-Point de Stalingrad

#### Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Mohammed V, emprunte :

- la Rue de Font Caude
- la Rue Yves Montand
- la Place Robert Schuman
- l'Avenue de la Liberté
- la Rue Peter Benenson
- la Route de Lodève
- la Rue Lejzer Zamenhof

et se termine sur Rond-Point de Stalingrad.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

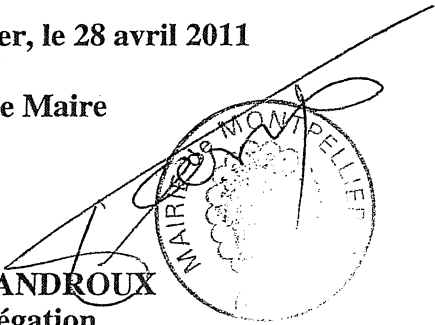
**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

3 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5241

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **05 mai 2011** et jusqu'au **22 mai 2011** inclus, l'Avenue de Lodève dans sa partie comprise entre l'Avenue Masséna et l'Avenue Paul Bringuier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

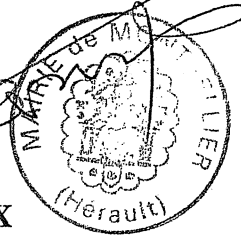
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 avril 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le : 3 MAI 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5240

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Favre de Saint Castor

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **29 mai 2011** inclus, la Rue Favre de Saint Castor dans sa partie comprise entre Rond-point Antonin Artaud et Rond-Point de Stalingrad est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

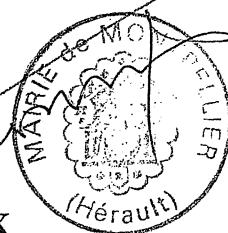
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 3 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5239

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jean Giono et Avenue des Moulins

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, l'Avenue des Moulins est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, la Rue Jean Giono est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme



abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

3 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5248

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place Rondelet

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du "Grand Bazar de Printemps ", organisé par l'Association des Artisans et des Professions Libérales ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **07 mai 2011**, la circulation est interdite Place Rondelet dans sa partie comprise entre la Rue Général Maurin et la Rue Ernest Michel

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de transport en commun.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Maurin, emprunte :

- la Rue Catalan
- la Rue Albert Leenhardt
- la Rue du Grand Saint Jean

et se termine sur la Rue Rondelet.

**Article 2 :**

Le **07 mai 2011**, Rue Catalan depuis la Place Rondelet vers et jusqu'à la Rue Dessale-Possel, un sens unique est institué.

**Article 3 :**

Le **07 mai 2011**, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Rondelet ;
- la Place Rondelet ;
- l'Avenue de Maurin dans sa partie comprise entre le Boulevard Berthelot et la Place Rondelet ;
- la Rue Catalan.

**Article 4 :**

À compter du **06 mai 2011** et jusqu'au **07 mai 2011** inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Place Rondelet ;
- la Rue Rondelet entre les N°2 et N°12 ;
- l'Avenue de Maurin dans sa partie comprise entre la Rue Bonnié et la Place Rondelet.

Les emplacements habituellement dédiés au stationnement seront pour l'occasion strictement réservés aux organisateurs et exposants

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association des professionnels du Comité de Quartier "Clerondegambe"

**Article 7 :**

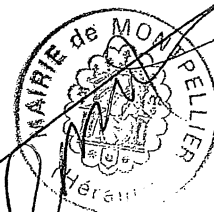
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 avril 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : - 4 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5253

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Bernard Encontre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un vide grenier, à la demande du comité de quartier LA CHAMBERTE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **07 mai 2011**, Place Bernard Encontre, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 16h**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 Avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

4 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5251

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Paul Bringuier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau d'eaux potables à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **13 mai 2011** inclus, l'Avenue Paul Bringuier au débouché sur la rue d'Alco est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 avril 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 4 MAI 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de tirage de câbles à la demande de SFR ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale sur :

- l'Avenue Henri Marès ;
- la Rue Paul Rimbaud.

Ces dispositions sont applicables **pour une durée maximale de 1 heure.**

#### Article 2 :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la circulation des véhicules est alternée par feux sur :

- l'Impasse Auguste Mourgues ;
- la Rue Calypso ;
- la Rue Circé ;
- la Rue Coligny ;
- la Rue de Casseyrols ;
- la Rue des Avant-Monts ;
- la Rue des Eucalyptus ;



- la Rue des Frênes ;
- la Rue des Papyrus ;
- la Rue des Rièges ;
- l'Impasse des Robiniers ;
- la Rue du Fesquet ;
- la Rue du Mas de Miécamp ;
- l'Avenue du Père Soulas dans sa partie comprise entre Rond-Point Léon Bourgeois et rond-point du Château d'Ô ;
- l'Allée du Picpoul ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- l'Impasse du Réséda ;
- la Rue Esculape ;
- la Rue Joseph Roumanille.

Ces dispositions sont applicables **pour une durée maximale de 1 heure.**

### **Article 3 :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- l'Impasse Auguste Mourgues ;
- la Rue Calypso ;
- la Rue Circé ;
- la Rue Coligny ;
- la Rue de Casseyrols ;
- la Rue des Avant-Monts ;
- la Rue des Eucalyptus ;
- la Rue des Frênes ;
- la Rue des Papyrus ;
- la Rue des Rièges ;
- l'Impasse des Robiniers ;
- la Rue du Fesquet ;
- la Rue du Mas de Miécamp ;
- l'Avenue du Père Soulas dans sa partie comprise entre Rond-Point Léon Bourgeois et rond-point du Château d'Ô ;
- l'Allée du Picpoul ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- l'Impasse du Réséda ;
- la Rue Esculape ;
- l'Avenue Henri Marès ;
- la Rue Joseph Roumanille ;
- la Rue Paul Rimbaud.

Ces dispositions sont applicables **pour une durée maximale de 1 heure.**

### **Article 4 :**

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, le stationnement est interdit sur :

- l'Impasse Auguste Mourgues ;
- la Rue Calypso ;
- la Rue Circé ;
- la Rue Coligny ;
- la Rue de Casseyrols ;
- la Rue des Avant-Monts ;
- la Rue des Eucalyptus ;
- la Rue des Frênes ;
- la Rue des Papyrus ;

- la Rue des Rièges ;
- l'Impasse des Robiniers ;
- la Rue du Fesquet ;
- la Rue du Mas de Miécamp ;
- l'Avenue du Père Soulas dans sa partie comprise entre Rond-Point Léon Bourgeois et rond-point du Château d'Ô ;
- l'Allée du Picpoul ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- l'Impasse du Réséda ;
- la Rue Esculape ;
- l'Avenue Henri Marès ;
- la Rue Joseph Roumanille.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SFR.

#### **Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

#### **Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 4 MAI 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Bouissettes

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la réalisation de micropieux à la demande de SOLTECHNIC ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **27 mai 2011** inclus, la Rue des Bouissettes au droit du n° 632 au n°652 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **09 mai 2011** et jusqu'au **27 mai 2011** inclus, Rue des Bouissettes au droit du n°642 sur une largeur de 1 mètre et une longueur de 15 mètres, la voie de droite ( côté pair ) est interdite à la circulation générale.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOLTECHNIC

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

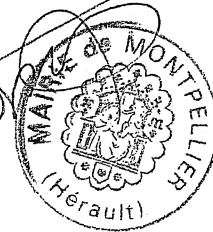
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 Avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

4 MAI 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T5247

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Marie Durand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de l'organisation d'un vide grenier à la demande de l'association anim'frimousses ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **08 mai 2011**, la Rue Marie Durand dans sa partie comprise entre l'Avenue Alphonse Juin et la Rue d'Astier de la Vigerie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Alphonse Juin, emprunte :

- la Rue d'Astier de la Vigerie

et se termine sur la Rue Marie Durand.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Association anim'frimousses.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 avril 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

4 MAI 2011

# Avis de publicité aux associations

## Remplacement d'un membre du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier informe :**

- Vu l'article L.123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu les articles R.123-11, R.123-12 et R.123-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008 fixant à huit le nombre d'administrateurs du CCAS ;
- Vu l'affichage en Mairie en date du 25 mars 2008 ;
- Vu l'arrêté n° 2008/1291 en date du 23 avril 2008,
- Vu le décès de M. André THIBAULT le 25 avril 2011, administrateur au sein du Conseil d'Administration du CCAS de Montpellier en tant que personne participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune ;

Qu'il sera procédé à la nomination du représentant des associations de personnes handicapées au sein du Conseil d'Administration du CCAS de Montpellier:

Lesdites associations peuvent proposer des personnes susceptibles de les représenter en lui adressant une liste comportant au moins trois personnes sauf impossibilité dûment justifiée.

Pour être recevables, les candidatures doivent concerner des personnes :

- Menant des actions de prévention, d'animation ou de développement social sur le territoire de la Commune ;
- Habilitées à représenter l'association qui doit avoir son siège dans le département ;
- Qui ne sont pas fournisseurs de biens ou de services au CCAS ;
- Qui ne sont pas membres du conseil municipal.

**DELAI IMPERATIF :** Les candidatures devront parvenir à Madame le Maire au plus tard le 18 mai 2011, sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises au Secrétariat Général de la Mairie contre accusé de réception.

Montpellier, le 29 avril 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

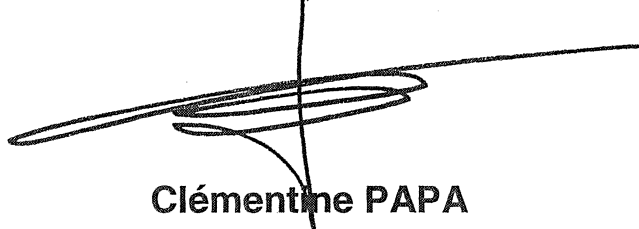
## Certificat d'affichage

**Madame le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER**

CERTIFIE que l'avis de publicité aux associations du 29 avril 2011 concernant le remplacement d'un membre du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale a été affiché en Mairie, du 4 mai au 4 juin 2011 sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 30 juin 2011

**Pour Madame le Maire,  
La chef du service de l'Assemblée**



**Clémentine PAPA**